

MANUEL **PROVOX**
2020-2021

PARTICIPATION, EMANCIPATION, TRANSFORMATION



*Pour toutes
informations,* 

n'hésitez pas à contacter le Cnajep,
coordinateur du Dialogue Structuré
en France au [01.40.21.14.21](tel:01.40.21.14.21) ou à
l'adresse :
dialogue.structure@cnajep.asso.fr

Rendez-vous sur le site internet :
www.provox-jeunesse.fr

 @ProvoxJeunesse
 @ProvoxJeunesse
 @Provox-insta

Édition : Cnajep
Graphiste : Maya Lambert
Publication : Décembre 2021



TABLE DES MATIÈRES

Un édito politique	4
Une chronologie du cycle	6
Comment s'organise le manuel et à quoi il sert ?	7
Thématique 1 : De la manifestation au conseil de jeunes : comment peser dans la décision politique ?	8
Thématique 2 : Fake news, désinformation, langue de bois : comment lire entre les lignes ?	18
Thématique 3 : Fractures sociales, discriminations multiples... : pourquoi certains jeunes sont-ils toujours exclus ?	28
Thématique 4 : Réseaux sociaux, Civics tech, Big Data : révolution démocratique ou contrôle politique ?	36
Thématique 5 : De bénéficiaires à décideur.e.s : comment les associations forment-elles des militant.e.s ?	46
Thématique 6 : Être jeune en politique : est-ce vraiment possible ?	56

L'ÉDITO

Ce 8^{ème} cycle Provox « Participation, émancipation, transformation » s'est ancré dans un contexte particulier où, plus que jamais, la participation des jeunes à la vie démocratique est remise en question.

Premièrement, la pandémie de COVID-19 et les mesures exceptionnelles prises pour la contrer ont eu un impact sévère sur la participation des jeunes et sur les espaces civiques ouverts aux jeunes, qui se sont vus de plus en plus réduits. Elle a également mis en évidence l'importance de continuer à explorer, à développer et à valoriser de nouvelles formes de participation et d'engagement civique – en particulier la participation numérique des jeunes, tout en reconnaissant et en abordant les fractures numériques existantes et les limites qui y sont associées.

Deuxièmement, le premier tour des élections régionales et départementales a subi un taux d'abstention record de la V^{ème} République : 66% des citoyen.ne.s ayant le droit de vote sont comptabilisé.e.s comme abstentionnistes, et ce taux est encore plus accru chez les jeunes puisque 87% des 18/24 ans ne sont pas allé.e.s aux urnes.

De nombreuses personnalités politiques sont aujourd'hui déconcertées devant un désengagement des jeunes dans les formes les plus traditionnelles de participation telle que le vote par exemple. Il faut alors se poser la question du pourquoi les jeunes ne prennent pas ce pouvoir de vote et de décision qui leur est donné ? Pourquoi ils-elles se désengagent des urnes alors que partout en France, le nombre de jeunes engagé.e.s dans des associations, dans des causes telles que la lutte contre le dérèglement climatique, contre la précarité, ou encore contre les discriminations, n'a jamais été aussi important ?

Il est impératif de traduire cet engagement riche et diversifié des jeunes dans des espaces alternatifs et de leur donner une force et un poids réel dans la prise de décision et l'élaboration des politiques publiques car encore aujourd'hui, il existe des obstacles qui empêchent de nombreux.ses jeunes d'y participer pleinement.

Le 8^{ème} cycle Provox « Participation, émancipation, transformation » a donné la parole aux jeunes pendant 18 mois pour comprendre comment ils souhaitaient participer à la construction politique de notre société à travers des webinaires, des rencontres régionales, une enquête européenne, un festival avec des ateliers de travail, des échanges avec des élu.e.s. Ce manuel vous livre leurs propositions politiques, des ressources pour avancer sur ces enjeux, des outils pour vous approprier la thématique, et donne à voir comment l'Europe a intégré leurs propositions dans une résolution européenne publiée le 29 novembre 2021 : « Résolution 14426/21 du Conseil et des représentant.es des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, sur les résultats du 8^{ème} cycle du dialogue de l'Union européenne en faveur de la jeunesse » !

Mieke Dangendorf
Vice présidente
Europe International
du Cnajep

Cécile Thévenet
Référente dialogue structuré
et participation jeune
du Cnajep

La campagne

PARTICIPATION EMANCIPATION TRANSFORMATION

Le Dialogue Structuré est une méthode visant à améliorer l'efficacité des politiques publiques en favorisant le dialogue avec les citoyens. L'Union Européenne est la première institution à avoir intégré un processus de Dialogue Structuré avec la jeunesse pour construire ses politiques de jeunesse en 2011. En France, c'est le Cnajep, en tant que Conseil National de la jeunesse, qui coordonne les campagnes de Dialogue Structuré européen.

L'objectif de ses campagnes est de mettre des jeunes et des décideur.e.s politiques en discussion pour qu'ils puissent construire ensemble un texte politique européen après 18 mois de travail que l'on appelle une résolution européenne.

En 2020-2021, la campagne s'appelle « Participation, Emancipation, Transformation », elle a pour enjeu la participation politique des jeunes et s'appuie sur l'objectif jeunesse N°9 « des espaces de participation pour tous et toutes »

Pour en discuter collectivement des webinaires ont eu lieu comme première étape du travail pour s'approprier le sujet, pouvoir en discuter, voir ce qui existe déjà et ce que l'on pourrait améliorer. Ensuite, le deuxième rendez-vous, c'est le festival Provox, et qui a permis d'écrire 36 propositions politiques. Finalement la résolution européenne intégrant les propositions des jeunes a été publiée et adoptée par le conseil des ministres en novembre 2021.

Objectif européen
de la jeunesse



9. Espaces et participation pour tous

Renforcer la participation démocratique et l'autonomie des jeunes tout en leur fournissant des espaces consacrés à la jeunesse dans toutes les sphères de la société.

Les jeunes sont sous-représentés dans les processus de prise de décisions qui les affectent, bien que leur engagement soit crucial pour la démocratie. Ils ont besoin d'un accès à des espaces physiques dans leurs communautés qui favorisent leur développement personnel, culturel et politique.

➤ S'assurer que les jeunes puissent influencer de manière adéquate tous les domaines de la société et chaque étape des processus décisionnels, de l'élaboration d'un programme à sa mise en œuvre, à son contrôle et son évaluation, grâce à des mécanismes et des structures accessibles et adaptées à la jeunesse, s'assurant ainsi que les politiques répondent aux besoins des jeunes.

➤ Assurer un accès égal à la prise de décision quotidienne pour tous les jeunes quel que soit leur milieu d'origine.

➤ Accroître la participation et la représentation égale des jeunes dans le processus électoral, mais aussi dans les organismes composés d'élus ou tout autre organe de prise de décisions, à tous les niveaux de la société.

➤ Fournir aux jeunes des lieux et infrastructures auto-gérés appelés « espaces de jeunesse » définis par leur caractère autonome, sûr et ouvert, accessible à tous, et dans lesquels les jeunes puissent bénéficier d'un soutien professionnel pour leurs projets de développement et de participation.

➤ Garantir l'accès à des espaces virtuels sécurisés ouverts à tous les

jeunes, qui fournissent de l'information et des services, et favorisent leur participation.

➤ Renforcer le rôle des organisations de jeunesse sur les questions d'inclusion, de participation des jeunes et d'éducation non-formelle en garantissant les fonds nécessaires à leur bon fonctionnement, la reconnaissance de leur fonction ainsi que des formations de qualité pour les travailleurs du domaine de la jeunesse.

➤ Produire une information claire, intelligible et pertinente, pouvant être développée par et avec les jeunes afin de favoriser leur participation.

Une chronologie du cycle

2020

Conférence européenne
de la jeunesse Allemande
Septembre 2020

Rencontre régionale
Réunion 14 novembre 2020

Lancement à la petite halle de
la villette avec le Groupe
national de travail
16 octobre 2020

Rencontre régionale
Occitanie 5 décembre 2020

2021

Webinaire 1
27 janvier 2021

Sélection des 12 jeunes
délégué.e.s territoriaux
Février 2021

Webinaire 3
6 mars 2021

Webinaire 4
20 mars 2021

Webinaire 6
14 avril 2021

Conférence européenne de la
jeunesse Slovène et visite à Bruxelles
26 -29 septembre 2021

Adoption de la résolution
européenne finale du cycle
Novembre 2021

Rencontre régionale
Hauts-de-France - Février 2021

Webinaire 2
17 février 2021

Conférence européenne
de la jeunesse Portugaise
Mars 2021

Webinaire 5
6 avril 2021

Festival Provox
3,4,5 juillet 2021

Provox au Eye avec les MFR
Septembre 2021

Clôture et interpellation
des candidat.es avec le Cnajep
15 décembre 2021

COMMENT S'ORGANISE LE MANUEL ET À QUOI IL SERT ?

Le Manuel permet de rassembler toute la matière de cette 9^{ème} campagne. Il a pour ambition de donner les outils à tous et toutes **de se lancer dans un plaidoyer pour faire bouger la participation jeune** et de travailler à la transposition de la résolution européenne du cycle en France !

Le travail de plaidoyer, c'est un processus réfléchi et collectif qui se donne pour objectif d'initier des changements directs par exemple dans les politiques publiques mais aussi indirects par exemple dans les représentations ou les opinions du grand public.

Pour cela, le manuel est organisé par thématique de travail (6 en tout) et chaque partie est organisée de la même façon :

- des **pistes de réflexions de responsables associatifs, de jeunes, de chercheurs,...** pour entendre des voix différentes sur une même question, mieux comprendre les enjeux et se sentir légitime à aborder la thématique. Vous pouvez aussi directement réécouter les échanges en vidéo sur la chaîne youtube du Cnajep.
- les **propositions politiques formulées** par les jeunes et les décideur.es au festival Provox qui donnent des solutions concrètes pour la participation de tous et toutes à la vie publique
- des **extraits de la résolution européenne** du cycle ayant pris en compte les propositions du festival Provox pour montrer la légitimité politique de vos demandes
- **des activités** pour se lancer dans un plaidoyer.

Ces activités peuvent être mises en œuvre dans le cadre d'une réflexion avec un groupe de jeunes accompagné par un animateur.trice ou en autonomie.

Il s'agit surtout d'initier des réflexions sur la participation à travers la thématique du cycle. Ces activités permettent d'échanger sur le sujet avant de se pencher sur les propositions politiques formulées par les jeunes de Provox. Après les activités préalables, vous pouvez lancer un débat sur les propositions et interroger les jeunes sur : la proposition qui leur parle le plus, la plus urgente, celle qui semble la plus à leur portée...

Si vous voulez ensuite poursuivre la démarche de plaidoyer, une fois d'accord sur vos urgences, vous pouvez découper la lettre ouverte (p 63) y ajouter votre proposition prioritaire et l'envoyer à vos élu.es !

Thématique 1

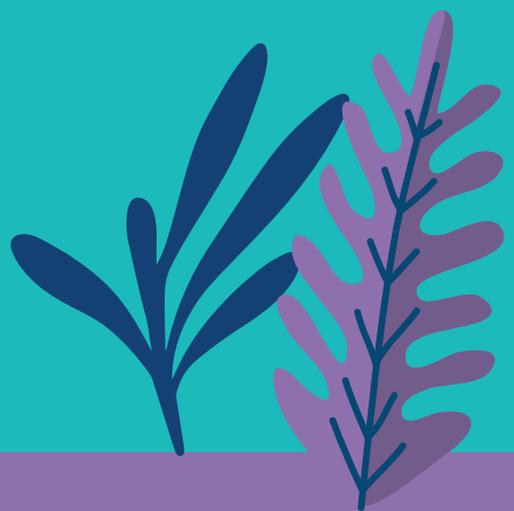
De la manifestation au conseil de jeunes comment peser dans la décision politique ?





L'éloignement de certains jeunes de la participation formelle – des formes de participation structurées et institutionnalisées – ne signifie pas forcément un désengagement de la vie sociale et politique. En effet, **l'engagement des jeunes peut prendre des formes variées de participation plus informelles** : création ou adhésion à une organisation, développement d'activités sociales ou culturelles avec un groupe de personnes, participation à une manifestation, désobéissance civile etc.

Il est en revanche possible de constater que **les opinions exprimées par les jeunes de manière informelle ne trouvent pas toujours leur chemin vers l'élaboration de politiques formelles**. Il est alors important de comprendre comment faire dialoguer formel et informel pour que soit prise en compte la voix des jeunes. **Partant du principe que les jeunes participent mais ailleurs et « autrement », pourquoi leur voix a-t-elle du mal à se frayer un passage vers l'élaboration de politiques formelles ?** Quelles bonnes pratiques pourraient nous donner des clés de compréhension d'un processus qui permettrait aux jeunes d'être véritablement partie prenante du processus décisionnel ?





1

DES PISTES DE RÉFLEXIONS

Revoir le débat sur le site *Provoxx-jeunesse*



A. Une définition politique de la participation

avec Valérie Becquet - professeure en science de l'éducation à L'université Cergy Pontoise.

La participation : d'une citoyenneté politique à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes.

Dans les discours publics, le terme « participation » est beaucoup utilisé, mais on observe un détachement progressif de la notion de participation des enjeux de citoyenneté. La référence à la citoyenneté se dépolitise et glisse vers la notion d'insertion socio-professionnelle. Il y a alors un discours paradoxal : un **jugement négatif exercé sur les formes d'engagement des jeunes** en même temps qu'un **appel à la participation** mais une **participation comme entrée dans la conformité sociale à travers l'éducation et l'emploi**.

Pourquoi créer des espaces ad hoc plutôt que de relier les engagements à la construction des décisions publiques ?

La campagne aujourd'hui parlent d'espaces ; il s'agit donc d'affirmer **qu'il existe des espaces de participation au pluriel**. On constate dans les discours qu'il y a des modes d'engagement plus légitimes que d'autres aux yeux des décideur.e.s. Plus les modalités de participation correspondent aux formes institutionnelles, plus elles sont organisées, plus elles sont légitimes.

Ces hiérarchies font que **les actions comme les mobilisations, l'occupation de l'espace public, des actions plus informelles qui pourtant disent des choses sur l'action publique**, expriment des désaccords sur les politiques jeunesse, **ne sont pas repérées comme légitimes**.

Ici on est dans un paradoxe puisqu'il se trouve que ce sont des **formes investies et plébiscitées par les jeunes** et qui ont permis un renouvellement des pratiques d'engagement juvéniles. Il y a un hiatus entre ce qui est légitime comme forme

d'engagement du côté des décideurs et ce qui est légitime du côté des jeunes. Ce hiatus existe depuis longtemps et reste un nœud de tension.

Conformité VS capacité : la nécessité de se conformer à l'institution pour participer

Il existe une confusion permanente **entre attendu de conformité et de capacité** : si l'on regarde les modalités d'organisation des jeunes et de contribution à la décision publique, **ce qui est privilégié c'est la conformité à l'institution** : dans la façon de penser, de s'exprimer, d'écrire. Ces conformités-là font que si l'on ne sait pas la pratiquer, ou si l'on ne l'accepte pas, on est forcé de s'en éloigner. Si l'on changeait de registre et que l'on considèrerait les choses du côté de la capacité plutôt que de la conformité : c'est à dire **la capacité à comprendre la norme, à s'en saisir sans pour autant s'y conformer**, et donc si l'on considèrerait les jeunes du point de vue de leur capacité à proposer formuler des éléments, alors le registre des prises en compte de participation changerait concrètement.

Le continuum de la décision publique : chaque forme d'engagement à un rôle à jouer.

Il y a plusieurs temps à la construction d'une décision publique et donc chaque forme de participation est présente dans la construction d'une décision publique à un moment de la chaîne. C'est un **faux discours de dire qu'il n'y a que les formes très organisées qui participent de la décision publique** : **il y a un ensemble d'éléments, protestataires, très formels, fait d'associations et de lobby**. Il faut donc casser le discours sur la hiérarchisation des formes de participation, en rappelant que chacune à un rôle clef à jouer dans le continuum de la décision publique.



B. Les conditions identifiées pour rendre le dialogue possible

par Sylviane Ciampino - présidente du Haut Conseil de la famille, de l'âge et de l'enfance

Construire un espace de co-construction : de la loi à la pratique

Le législateur a créé le conseil de l'enfance et de l'adolescence au sein du grand conseil de 240 membres. Les textes mentionnaient la création d'un collège des enfants et ne précisaient que sa composition : 12 enfants (6 filles et 6 garçons). Face à ce vide ou cette liberté, un appel à quatre associations de jeunesse et d'éducation populaire a été fait pour penser cet espace : Anacej, Scouts et Guides de France, Agir Ensemble pour les Droits de l'Enfant, la Fédération des pupilles de l'enseignement publique.

Un des premiers enjeux identifiés a été celui de la **nécessité de préparer les jeunes** aux réunions

sans pour autant conditionner leur réflexion en amont. Dans la méthode il faut garantir une parole des enfants, **Il faut donc accompagner sans pour autant suggérer leur réflexion et leur intervention**, en ce sens le fait qu'il y ait des associations tout à fait désintéressées à ce qui est dit par les enfants est précieux. Il y a donc des sessions de préparation entre jeunes membres du conseil où les enjeux des dossiers leur sont présentés mais ensuite ce sont eux qui travaillent en autonomie et décident du format d'intervention qui leur semble le plus pertinent (intervention à main levée, prise de parole sur un point de l'Ordre Du Jour,...).

→ Précautions et conditions d'une participation réelle dans ces espaces de co-construction

- 1 Ne pas falsifier la participation**
des enfants par quelques suggestions que ce soit, de la part de l'institution
- 2 Ne pas appauvrir la parole**
parce que les jeunes ne sont pas préparés aux enjeux, aux sujets abordés et à l'objet de la réunion
- 3 Ne pas fétichiser la parole des enfants**
Au début lorsque les enfants prenaient la parole, les adultes n'osaient pas broncher : entre des adultes attendris et des adultes dubitatifs. La discussion entre adultes et enfants s'est progressivement faite notamment sur des désaccords - la possibilité d'un désaccord rend le dialogue possible.
- 4 Garantir que l'on fait quelque chose de la participation** et du travail des enfants et que l'on ne gadgétise pas leur parole
- 5 Porter la parole des enfants au-delà :**
trouver les formats pour partager avec d'autres leur implication et engagement et l'enrichir de ce que d'autres pensent
- 6 Avoir un panel diversifié :**
Les enfants ne sont pas représentatifs, ils ne sont pas élus, ils sont nommés sur proposition des associations à partir d'un cahier des charges. Des enfants qui vivent sur l'ensemble du territoire, de milieux sociaux diversifiés
- 7 Avoir un groupe pérenne :**
ils ont le temps de se connaître, de nous connaître. Ils ont le temps de s'ajuster aux attentes et aux normes de l'institution mais chaque enfant est présent grâce à un pari fait sur leur capacité : aucun enfant n'a d'expérience de représentation avant celle-ci.



C. A la recherche d'une refonte des espaces de co-construction

avec *Lila Le Bas*, présidente du groupe jeune du CESE - Conseil Economique, social et Environnemental.

Un espace dédié aux organisations de jeunes pour s'exprimer sur tous les sujets de société

Depuis 2010, plusieurs organisations forment un groupe jeune au sein du Conseil Economique, social et Environnemental (CESE) qui permet aux organisations de construire et de porter des positions communes sur des sujets variés au sein du CESE.

D'abord sur des sujets spécifiques aux jeunes à remettre sur le devant de la scène qui sont souvent oubliés par l'actualité ou peu mis en valeur : notamment directement sur la question de la participation et de la place des jeunes. Le dernier exemple en date : face à la situation urgente des jeunes dans la crise de la Covid-19, le groupe jeune à porter une déclaration pour demander d'ouvrir les minima sociaux aux jeunes de moins de 25 ans. Une déclaration largement adoptée par tous les membres du CESE.

Mais également sur des sujets plus larges de société : migrations, ruralité, conditions de vie en prison. L'ambition est bien de dire que **les jeunes peuvent avoir une parole sur tous les sujets de société.**

Démocratie participative et légitimité de la participation jeune : des enjeux entrelacés.

Comment réussir à faire entendre cette parole jeune dans une institution aussi importante ? Il existe, même une fois qu'un groupe est formalisé et constitué, toujours un sujet autour de la légitimité. Le groupe jeune a donc une véritable mission : montrer que des jeunes ont des choses à dire et que cela doit être pris en compte.

Dans toute la réforme du CESE, le groupe jeune a particulièrement poussé l'enjeu de la participation citoyenne en demandant à ce que des cadres d'échanges entre la société civile organisée et les citoyen.nes tirés au sort (cf. convention citoyenne pour le climat) soient mis en place. Et notamment que les jeunes soient représentés dès 16 ans parmi les citoyen.nes pour qu'il n'y ait pas seulement la voix des jeunesses organisées mais également des jeunes citoyens qui puissent s'exprimer dans les institutions. Dans la prochaine mandature du CESE, les pétitions citoyennes en ligne pourront être prise en compte à partir de 150 000 signataires et les signatures dès l'âge de 16 ans.

Se former pour participer

Il y a un vrai enjeu de formation pour pouvoir participer pleinement à ces espaces. Ces cadres ne sont pas des évidences, il y a beaucoup de codes qui ne sont innés pour personne. La spécificité du CESE, c'est que les représentants sont déjà formés à la représentation, puisqu'ils ont souvent déjà été les représentant.es de leur organisation au niveau national. Les échanges avec les jeunes des CESER (Conseil économique social et environnemental régional) pour collaborer, se donner des outils, permettent à chacun de se saisir de sa place dans les institutions et de trouver des propositions à porter en commun.

« L'ambition est bien de dire que les jeunes peuvent avoir une parole sur tous les sujets de société. »



D. Refuser les espaces imposés, c'est quand même participer

avec le Collectif des Colleureuses

Un parcours de participation : du formel à l'informel

Il y a aussi des impairs et des déceptions dans la participation des jeunes. Il y a un côté très gratifiant quand on est jeune à arriver dans ces espaces formels. Cependant, **personne ne prépare à la possibilité d'être déçu sur la façon dont les jeunes vont être écoutés**, sur ce qui va être fait et surtout ne pas être fait. Quand on a 10 ou 14 ans, on ne s'attend pas forcément à engager autant de temps, d'énergie et de plaisir dans cette participation. Et les déceptions peuvent en être d'autant plus violentes.

Les espaces institutionnels et les décisions publiques sont déconnectés du réel. Les réalités militantes souvent ne sont pas prises en compte par la décision publique, **lorsque les sujets finissent par sortir du cercle du militantisme, c'est souvent qu'ils sont déjà très problématiques**. A l'inverse, les décisions publiques prises, finalement, n'ont que peu d'impact sur le réel. Par exemple : **Le droit à l'eau n'est pas respecté alors qu'il est inscrit dans la loi**, pareil pour les questions de genre. **Alors comment faire confiance à ces espaces institutionnels ?** Par ailleurs, ces espaces institutionnels sont à l'image de nos sociétés, souvent très sexistes, ils reproduisent les stigmates du quotidien.

Refuser la place accordée

Le Collectif part d'un postulat : les institutions n'offrent pas une place, elles **attribuent une place** aux organisations et les y assujettissent : Voilà la place que vous devez avoir, **même si vous n'êtes pas entendu vous ne pouvez pas en sortir**.

Le Collectif des Colleureuses **refuse cette place, il intègre d'autres espaces pour se faire entendre : comme l'espace public** avec les collages contre les féminicides mais aussi les violences sexuelles et d'autres sujets de société. Puisque ces sujets

ne sont pas entendus dans des cadres institutionnels ; plus que la déception, c'est ici la colère qui prend le pas sur le reste en prenant la forme d'un plaidoyer illégal sur les murs.

Contrairement à des espaces institutionnels, il y a une vraie attention à ne pas reproduire les discriminations au sein du collectif. C'est un espace en mixité choisie, sans homme cis-gendre, avec une vraie attention aux sujets de transphobie, de putophobie. Il y a également un attachement à l'autogestion et à l'horizontalité. Ce sont des formes d'organisations politiques qui bougent qui sont différentes d'un collectif à l'autre. **C'est très organisé mais autrement.**

« Les espaces institutionnels et les décisions publiques sont déconnectés du réel. »



2

LES PROPOSITIONS POLITIQUES DES JEUNES DU FESTIVAL PROVOX



Les jeunes du festival Provox font le constat que :

La participation citoyenne nécessite des prérequis :

- Il faut connaître le fonctionnement démocratique, pour que je me sente légitime à participer et considérer que ça m'est accessible.
[#connaître-le-monde-qui-m'entoure](#) [#no-élitisme](#)
- Pour éviter tout phénomène d'instrumentalisation, je m'assure que les pouvoirs et limites de mon instance de participation soient clairs et précis. Je m'engage dans l'instance qui répond le mieux à mes attentes.
[#transparence](#) [#règles-du-jeu](#)

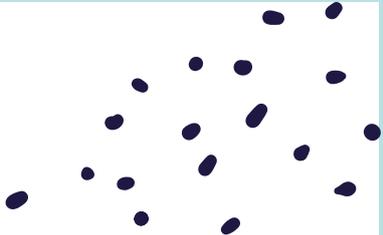
*La participation citoyenne ne se décrète pas,
elle s'accompagne :*

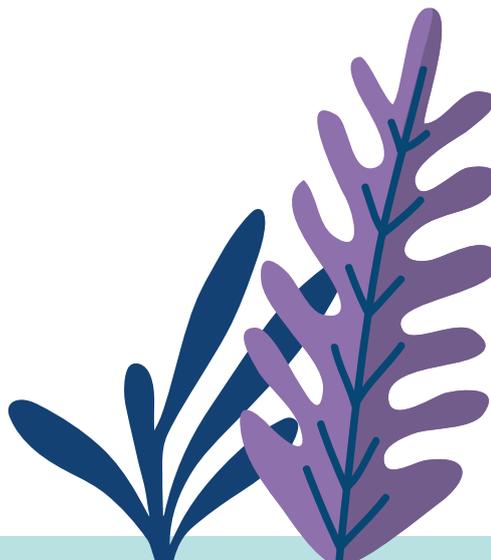
- Dès le plus jeune âge, je veux expérimenter mon pouvoir d'agir, ressentir ma citoyenneté, être inspiré par d'autres
[#accompagnateurs-compétents](#)
- Tout au long de ma vie, si on me demande de participer il faut m'en donner les moyens : les informations claires sur le sujet, le temps, la méthode.
[#si-j'ai-pas-de-sous-j'ai-pas-de-temps](#)



Et proposent de

- 1 Intégrer tous les citoyen.nes quelle que soit leur situation économique, sociale, géographique, culturelle... dans la vie politique à travers des espaces d'expérimentation, que tu crées, que tu organises, que tu gères, que tu animes.
- 2 Reconnaître les temps utilisés dans les instances de participation formelle en les valorisant avec une indemnité financière, une aide à la mobilité ou à la culture, des facilités pour s'organiser (transports, accompagnement)...

- 
- 3 Reconnaître toutes les formes de participation (de la manif à l'institution en passant par le street-art), les observer, les confronter afin d'inclure toutes les expressions.
 - 4 Reformuler le dispositif de l'UE Initiative citoyenne européenne pour réaffirmer le droit d'interpellation des citoyen.nes européens en abaissant le quota de signatures de pétitions et en renforçant son caractère contraignant.
 - 5 Réaffirmer la mobilité comme un outil de la citoyenneté.



CE QU'EN DIT LA RÉOLUTION EUROPÉENNE DU CYCLE



Veiller à ce que les jeunes aient une influence sur la prise de décision

- A** Nous demandons aux États membres et à la Commission européenne de toujours donner un retour d'information concret aux jeunes lorsqu'ils les impliquent dans leur processus décisionnel et de garantir un processus d'évaluation avec les jeunes afin de s'assurer que la participation est réelle.
- B** Nous recommandons aux États membres d'adopter ou de développer la législation pour garantir des systèmes durables de cogestion des jeunes dans les processus de décision et d'élaboration des politiques aux niveaux national et local, entre autres pour protéger et étendre les espaces civiques des jeunes.



Garantir des espaces physiques pour les jeunes

- A** Nous recommandons à la Commission européenne et aux États membres de sensibiliser et de promouvoir les possibilités de financement visant à créer et à maintenir des espaces physiques pour les jeunes.
- B** Nous invitons les États membres à modifier les politiques éducatives au niveau national et à mettre en place des systèmes de suivi à l'échelle de l'UE afin de promouvoir des espaces et des initiatives sécurisés adaptés aux jeunes.
- C** Nous recommandons à la Commission européenne et aux États membres de mettre en place un suivi de la sauvegarde des espaces civiques physiques pour les jeunes afin de garantir le droit des jeunes à conserver leurs espaces physiques à l'abri de diverses menaces telles que la commercialisation et l'augmentation des loyers.
- D** Nous recommandons à la Commission européenne et aux États membres de rendre les espaces physiques pour les jeunes complets et accessibles en fournissant des informations plus conviviales et plus accessibles à leur sujet.

UNE ACTIVITÉ POUR SE LANCER

ACTIVITÉ 1

La carte mouvante pour se mettre d'accord sur la pluralité des espaces

Les jeunes se placent sur la carte par espace de participation auxquels ils participent le plus pour qu'ils se présentent entre eux à travers les espaces qu'ils investissent.

Quel est l'espace que vous investissez le plus ? Lister conseil de jeunes à droite, espace de manifestation à gauche, milieu associatif en bas,... Est-ce qu'il y en a qui ne se retrouve dans aucun

de ces 3 espaces ? Si c'est le cas, n'hésitez pas à **créer un autre espace**.

Et discuter autour de cette cartographie : Quels sont les espaces que vous aimeriez investir ? Ceux qui vous semblent les plus efficaces pour faire bouger les politiques publiques ? Ceux qui sont les plus ouverts aux jeunes ?

Temps :
20 à
30 minutes

ACTIVITÉ 2

Le jeu du chapeau pour se rendre compte que chaque espace à sa spécificité

Une fois que vous avez identifié et lister les différents espaces de participation (cf. activité ci-dessus).

Repartez de ceux-ci et proposer aux participant.es de composer des groupes autour de ces espaces : groupe de manifestant.es, jeune d'un conseil de jeunes, jeunes organisés en association, militant.e isolé.e sur les réseaux sociaux,... (vous pouvez les matérialiser avec des objets, des chapeaux pour favoriser l'identification du groupe).

Face à une situation donnée : chaque groupe va de-

voir réfléchir aux faiblesses et aux forces de son espace en listant ce qu'il est en son pouvoir de faire et ce qu'il ne peut pas faire pendant 30 minutes.

Puis, vous pouvez inverser les rôles et refaire l'exercice du point de vue d'un élu qui voudrait initier un processus participatif sur cette même situation et distribuer les rôles à différentes échelles (nationale, locale, départementale, régionale,...).

Attention ce jeu peut nécessiter une activité préalable sur les compétences de chaque échelons politiques.

Temps :
2h00 (1h par
situation)

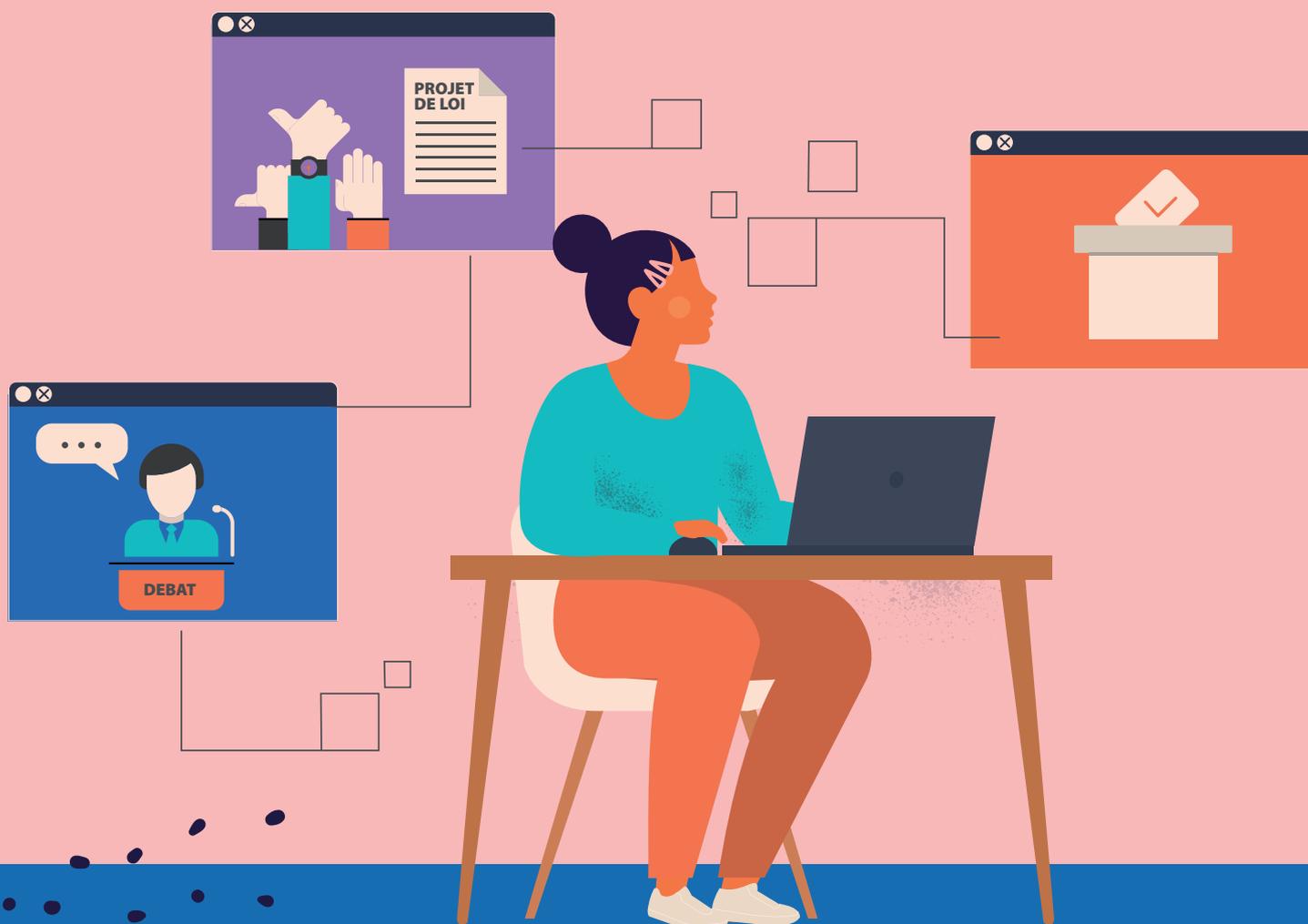
Exemple de situation :

- 1 Les questions environnementales vous inquiètent vraiment beaucoup, vous décidez qu'il est temps d'agir.
- 2 Dans la ville de xx, le terrain vague est inutilisé, il sert de dépôt d'ordure, et les habitant.es font des détours pour éviter cette zone. Il faut que ça change.

Vous pouvez ensuite débattre et échanger autour de ce que chaque groupe a vécu et les freins et leviers de chaque espace.

Thématique 2

Fake news, désinformation,
langue de bois :
comment lire entre les lignes ?

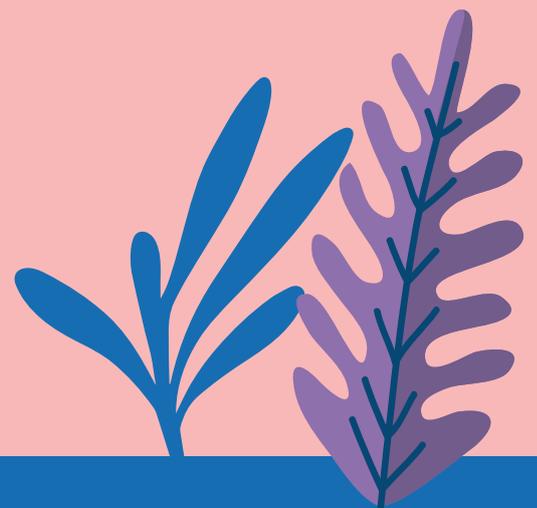




Dans un contexte de profondes transformations des modes de production, de diffusion et de consommation de l'information, nous pensons qu'il est incontournable de regarder comment l'accès à l'information – et surtout à quelles informations – favorise la participation politique des jeunes.

Plus que l'accès à l'information, c'est la question de la qualité de ces informations qui se pose. Dans ce flux constant d'informations, comment être capable de trier, d'analyser et de se forger un esprit critique ? **S'approprier l'information est un préalable pour se donner les moyens de participer pleinement au monde qui nous entoure.** L'éducation aux médias, ne peut pas se départir d'une éducation à la citoyenneté et à son propre pouvoir d'agir.

De nouveaux médias d'informations jouent un rôle primordial pour engager des publics éloignés de la participation : média en ligne satirique, information décryptée par des youtubeurs, vidéos dessinées et chiffrées pour mieux comprendre, jeux pédagogiques autour des institutions... Attention, derrière cette force créative se trouvent aussi d'autres biais politiques. Certains ont bien compris l'intérêt de se réapproprier les codes de communication de la nouvelle génération : **comment déjouer la récupération et accueillir de nouvelles formes de circulation de l'information ?**



DES PISTES DE RÉFLEXIONS



A. L'information vue

par Eryica – L'Agence européenne pour l'information et le conseil des jeunes

Quantité n'est pas synonyme de qualité

Les nouvelles générations sont les premières à ne pas connaître une rareté de l'information. Le phénomène serait même plutôt en train de s'inverser : avec une multitude d'informations venant de sources différentes. La contradiction est alors intéressante, **plus il y a d'informations, plus il est difficile de trouver de l'information de qualité.**

C'est la nature même de l'information qui a changé

Avant, l'information pouvait être considérée comme étant statique, unidirectionnelle, contrôlée et fournie par peu de sources différentes. Il était donc plus facile d'accéder à des informations fiables, puisqu'il n'y avait que très peu de fournisseurs d'informations. Aujourd'hui, les modes de production et de diffusion de l'information ont complètement changé et se sont multipliés. Les jeunes notamment jouent un rôle dans cette multiplication : **ils ne sont plus seulement des consommateurs d'informations mais sont aussi producteurs & multiplicateurs de l'information** mais aussi de la désinformation.

Une enquête sur les besoins de jeunes dans l'accès à l'information

En 2018, Eryica a lancé une grande enquête pour recenser les besoins des jeunes face à l'information :

- Aborder la surcharge d'information
- Encourager une approche critique et réfléchie
- Renforcer les capacités des jeunes en éducation aux médias et à l'information
- Trouver un équilibre entre protection et autonomisation
- Agir en tant qu'interprète - faciliter l'accès à des informations abstraites et fragmentées

Définir ce qu'est une information de qualité

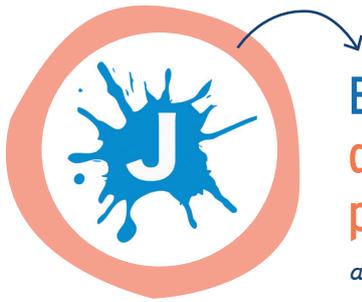
Eryica et les réseaux de l'information jeunesse se sont penchés sur la question, la charte de l'information jeunesse est le fruit de cette réflexion collective : elle est à retrouver sur le site : www.eryica.org

C'est sur cette charte que s'appuie le nouveau Label qualité, en cours de création en partenariat avec le Conseil de l'Europe.

Être informé est un droit humain fondamental

L'éducation aux médias et à l'information offre aux citoyen.nes les compétences nécessaires pour chercher et profiter pleinement des avantages de ce droit humain fondamental (Déclaration universelle des droits de l'homme) d'être informé. Elle permet notamment de doter le public de capacités techniques afin d'accéder à l'information précise recherchée et d'un sens critique afin d'apprécier la qualité de cette information, selon de nombreux critères.

« L'information joue un rôle crucial dans la participation politique - à tous les âges d'ailleurs. Il n'y a pas de participation sans informations. »



B. Être journaliste jeune c'est se saisir de l'information pour la tourner en pouvoir d'agir

avec Jets d'encre

L'information jeune à besoin de soutien

Avec ou sans moyens, avec ou sans aide, mais toujours avec l'envie et le plaisir de s'exprimer, les jeunes prennent la parole et créent des médias dans les lieux de vie qui sont les leurs. Phénomène unique et majeur, cette presse originale reste confrontée à de nombreuses barrières, de l'indifférence à la censure, qui sont autant d'attein-tes au droit d'expression des jeunes.

C'est pour cela que Jets d'encre consacre son activité à la reconnaissance et à la défense des médias réalisés par les jeunes de 11 à 25 ans. L'association se fixe pour objectif de fédérer, de valoriser, de développer et de défendre ces expériences de presse, qu'elles aient pour origine le cadre scolaire et universitaire (collège, lycée, fac) ou non (conseil d'enfants et de jeunes, maison de quartier, association).

Liberté d'expression et esprit de responsabilité !

La **Charte des journalistes jeunes** est le code de déontologie de la presse jeune, créé en 1991, que propose de suivre l'association. Ces six articles courts sont là pour guider les journalistes jeunes qui s'y reconnaissent dans l'exercice quotidien de leur activité et les aider à éviter les dérapages. Elle est la logique contrepartie de la revendication légitime de liberté d'expression et d'indépendance des journalistes jeunes.

Marianne, Journaliste jeune de « La mouette Baillonnée » témoigne :

« Ecrire un journal dans un lycée, c'est passionnant mais ça n'est pas de tout repos »

Le cadre scolaire : un cadre compliqué pour l'autonomie et la responsabilisation des journalistes jeunes

74 % des responsables de publications des journaux jeunes sont des adultes alors que la loi rend possible la responsabilité des mineurs. Ceci pose un problème de légitimité, et parfois même de censure et d'autocensure chez les journalistes jeunes. Normalement, le proviseur d'un établissement scolaire ne peut suspendre la parution d'un numéro litigieux que dans le cas de graves infractions relevant du droit : diffamation, injure publique, incitation au trouble à l'ordre public...

Et pourtant il semble courant que sur des sujets jugés sensibles par l'administration, il soit demandé aux journalistes jeunes de ne pas publier un article. Il s'agit en fait de censure. **Une censure d'autant plus facile que les journaux dépendent souvent pour exister des moyens mis à disposition par l'établissement** : imprimante,... Plus étonnant encore, souvent les rédacteurs jeunes se censurent eux-mêmes. Certains sujets sont considérés comme compliqués et évacués : politique, religion... Puisque le journal est souvent relu par une personne extérieure, les sujets ayant trait au personnel ou à l'établissement sont aussi souvent évités.

Une expérience de jeunes citoyens

Il existe une **différence de terminologie entre jeune journaliste et journaliste jeune**. Chez Jets d'encre l'on parle plutôt de Journalisme jeune, cela veut dire qu'il ne s'agit pas d'entamer une carrière dans le journalisme mais plutôt **d'affirmer que le journalisme peut être jeune et que tout le monde peut exercer sa citoyenneté au travers de la création d'un média jeune**.

La vision qui sous-tend ce principe c'est que chacun peut être à l'origine d'information et que cela permet d'exercer **une citoyenneté active et d'aiguiser son regard sur le monde** : peut-être la meilleure formation à l'esprit critique et à l'éducation aux médias et à l'information !



Le saviez-vous

La circulaire n°02-026 du 1^{er} février 2002 encadre la publication de journaux lycéens. Elle permet notamment aux élèves, même mineurs, d'être responsables de publication d'un journal diffusé dans l'enceinte de l'établissement. Conformément à la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881, les journalistes lycéens s'interdisent les délits de presse.



C. Pour comprendre le politique, il faut ancrer l'éducation à la citoyenneté dans le réel

avec *Électeur en herbe*

Éducation aux médias et éducation à la citoyenneté : deux notions inséparables.

Il est clair que, accès à une information de qualité et éducation aux médias, ne peuvent pas être dissociés d'une éducation à la citoyenneté et à son pouvoir d'agir. Electeurs en Herbe, est une association qui fait vivre la citoyenneté et **qui donne, par la pratique, les clefs de compréhension du politique.**

Créée en 2016, l'association développe un programme non-partisan d'éducation à la participation destiné aux jeunes de 11 à 18 ans pour lutter contre l'abstention électorale en proposant des **activités collaboratives et ludiques qui mêlent expérience concrète de la délibération démocratique et simulation d'élection.** En 2016, les bénévoles fondateurs de l'association constatent ce qui leur semble être un paradoxe : il existe une pluralité de formes d'engagements des jeunes et pourtant peu de mobilisation électorale de cette catégorie. Au Canada, les fondateurs de l'association découvrent un programme « Electeurs en herbe », organisé par l'Etat : **un outil d'éducation à la politique, au politique et à la citoyenneté.** Il s'agit aussi d'un **programme qui allie éducation nationale et éducation populaire** : à la base la moitié des bénévoles sont enseignant.e.s et l'autre militant.e.s de l'éduc pop.

Éduquer à la politique à l'école : c'est possible ?

Le programme pédagogique d'électeurs en herbe repose sur 5 étapes. Il s'agit, en appui sur une véritable séquence électorale, d'être une clé d'information et de connaissance pour les jeunes participant.e.s. Il se base sur le programme socle commun pour les équipes de l'éducation nationale, mais est aussi à destination des structures jeunesse.

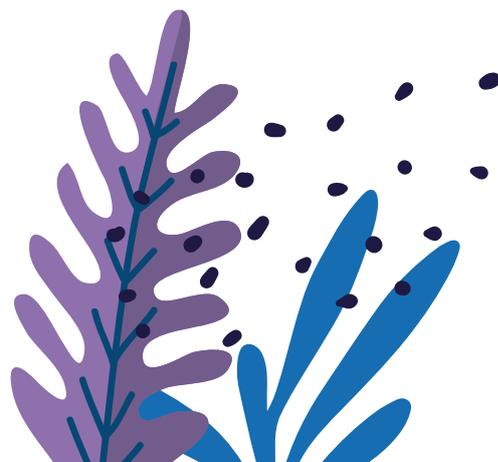
La vigilance de l'association est **bien de ne pas être un programme légitimiste sur le vote** en tant que tel, **mais bien de donner des lunettes pour analyser, comprendre...** et que les participant.e.s eux-mêmes construisent et ajustent leurs lunettes.

Il existe plusieurs programmes aujourd'hui sur chaque élection, des jeux pédagogiques, notamment un jeu de rôle : « Panique à la commission », mais aussi un autre programme de participation avec « Participe Présent » sur le modèle de la convention pour le climat.

Pour les jeunes, il permet de :

- travailler et apprendre autrement, en étant actifs dans ses apprentissages
- développer des compétences citoyennes, et notamment renforcer sa capacité à exprimer un point de vue et à respecter celui des autres
- faire évoluer son rapport à la / au politique en favorisant une meilleure connaissance des processus électoraux et politiques
- être pris au sérieux, se responsabiliser, se sentir légitime

« La vigilance de l'association est bien de ne pas être un programme légitimiste sur le vote en tant que tel, mais bien de donner des lunettes pour analyser, comprendre.. et que les participant.e.s eux même construisent et ajustent leurs lunettes. »





Des ressources en plus :

"Des têtes bien faites, défense de l'esprit critique"

(Nicolas GAUVRIT et Sylvain DELOUVÉE)

"Radical wars"

(El Diablo et Fouad AOUNI)

"La démocratie des crédules"

(Gérald BRONNER)

"Manuel d'autodéfense intellectuelle"

(Sophie MAZET)

"Théories folles de l'histoire"

(Philippe DELORME)

Des Chaines YouTube de vulgarisation :

- Hugo Décrypte
- Hygiène Mental
- Defakator vite fait
- Data Gueule
- Tronche en biais
- Horizon Gull



LES PROPOSITIONS POLITIQUES DES JEUNES DU FESTIVAL PROVOX

Retrouvez
le journal produit
par les jeunes
du festival
sur le site
provox-jeunesse



Les jeunes du festival Provox font le constat que :

- Face aux fake news, rumeurs, désinformation, encore aujourd'hui un flou existe sur la compréhension de l'information. Malgré l'existence de module d'EMI et de cours d'éducation morale et civique, nous manquons de formation et d'enseignement sur le monde des médias. Souvent l'EMC est délaissée, le volume horaire n'est pas suffisant et les professeurs ne peuvent pas traiter en profondeur les sujets.
- Les cours magistraux à l'école sont certes primordiaux mais laisser les jeunes s'exprimer et apprendre eux-mêmes dans la pratique l'est encore plus.
- La multiplication des supports tels que la presse en ligne, la télévision, les réseaux sociaux a diversifié l'accès à l'information et engendre un nouveau phénomène : « l'infobésité ». Bien que les jeunes fassent en général preuve d'esprit critique, le surplus d'information remet en cause l'objectivité et la fiabilité des sources auxquelles l'on peut faire confiance.
- La communication politique entretient souvent un flou artistique notamment avec l'utilisation de formules, de phrases et de mots complexes qui peut poser de réels problèmes de compréhension pour les non-experts et plus particulièrement les jeunes. S'attacher à décrypter les débats ou les articles politiques est un travail très long qui accentue l'indifférence et le désintérêt des jeunes pour la politique.
- Il existe déjà des outils mis à disposition pour décrypter l'information : des médias, comme « Hugo décrypte » ou des observatoires citoyens. Mais il faudrait aller plus loin !



Et proposent de

1 Renforcer l'éducation aux médias tout au long de la vie

- 1.1 Véritablement mettre en place tout au long de la scolarité, des **modules obligatoires d'EMI**. Ces parcours adaptés à chaque âge traiteraient de la compréhension : de l'image (maternelle / primaire), des pratiques journalistiques (primaire, collège, lycée) voir même de l'économie des médias (lycée, université). Ces modules pourraient être réalisés par les professeurs eux-mêmes, des associations d'éducation populaire reconnues ou des personnalités qualifiées pour une complémentarité école et hors les murs.
- 1.2 Donner à tous les jeunes les **moyens afin de pouvoir créer sur leurs lieux de vie et d'études des médias** (webradios, podcasts, journaux papiers, webtélés, réseaux sociaux) pour gagner en légitimité et se confronter à la pratique de l'information afin d'avoir un regard aiguisé sur les médias consommés au quotidien.

2 Mieux comprendre les sources de l'information, notamment en ligne, en se formant à mieux comprendre et choisir les critères des algorithmes qui sélectionnent et trient l'information en ligne afin d'accéder à des sources certifiées.

3 Rendre accessible le décryptage de l'information politique à tous et à toutes

- 3.1 Organiser plus régulièrement **des débats dans des espaces formalisés entre jeunes et politiques** pour échanger autour de questions d'actualités et pour cultiver l'esprit critique.
- 3.2 Appliquer **des règles sur la transparence de l'information politique** et favoriser la compréhension du cheminement de l'information politique pour mieux l'interpréter

CE QU'EN DIT LA RÉOLUTION EUROPÉENNE DU CYCLE



Fournir des informations pertinentes et adaptées aux jeunes

- A** Nous recommandons aux États membres d'introduire des leçons régulières d'éducation aux médias et à l'information dans l'enseignement primaire et secondaire dans le cadre de programmes nationaux préparés et contrôlés de manière approfondie, en coopération avec les organisations de jeunesse concernées aux niveaux national, régional et local ainsi qu'avec les professionnels des médias, tout en assurant une formation régulière et nationale des enseignants cofinancée par le budget de l'UE.
- B** Nous invitons les États membres et la Commission européenne à inclure dans leurs stratégies en faveur de la jeunesse la fourniture d'informations et de conseils de qualité aux jeunes, conformément à la Charte européenne de l'information jeunesse, et à doter de ressources un organisme national de coordination de l'information des jeunes, afin que ceux-ci puissent accéder aux informations pertinentes aux niveaux européen, national, régional et local.
- C** Nous recommandons à la Commission européenne d'établir une stratégie de communication de l'UE sur la jeunesse qui fournisse des orientations aux États membres sur la co-création de communications avec les jeunes, concernant les politiques et les publications pertinentes pour la jeunesse, en veillant à ce que ces communications soient publiées sur le portail européen de la jeunesse où les jeunes peuvent discuter et dialoguer.

UNE ACTIVITÉ POUR SE LANCER

ACTIVITÉ 1

Dis-moi comment tu t'informes je te dirais qui tu es !

Chacun se présente avec son nom et prénom et via le média sur lequel il s'informe en priorité. Chacun se place dans l'espace au fur et à mesure par rapport à son support d'information préféré et va rejoindre quelqu'un ou former un nouveau groupe.

Après l'exercice : chaque groupe peut s'exprimer sur pourquoi il préfère un support plutôt qu'un autre et commenter ce que chacun en pense.

Temps :
20 à
30 minutes

ACTIVITÉ 2

Expérimenter l'écriture journalistique pour comprendre la multiplicité des points de vue.

Déroulé : Le but de ce jeu est de questionner la pratique du journalisme et de débloquer le processus d'écriture. L'exercice consiste à l'écriture d'une petite brève qui rassemble les réponses au 5 W (when / Where / what / who / why)

- 1 Essayez de faire deviner aux journalistes jeunes les cinq questions auxquels un article peut répondre. On peut s'appuyer sur un ou plusieurs exemples de brèves choisies en amont pour en discuter par la suite. (when / Where / what / who / why)
- 2 Les journalistes jeunes sont invités à jouer le rôle d'un journaliste. Leur expliquer qu'ils vont assister à une scène et qu'ils vont devoir écrire une brève dessus en adoptant un comportement journalistique.
- 3 Un intervenant va alors jouer une scène devant eux (penser à retenir l'heure exacte de l'action sans la signifier - cela peut vous servir plus tard). Celui-ci se présente devant les journalistes jeunes

et prend un stylo dans une main. Il lâche ce stylo d'une main à l'autre et le rate avec celle-ci, faisant tomber le stylo au sol. Les journalistes jeunes sont alors invités à écrire une brève répondant aux 5W. L'intervenant doit se montrer disponible au cas où des jeunes voudraient poser des questions en leur précisant bien qu'ils doivent adopter une posture journalistique et essayez d'être le plus factuel possible.

- 4 Une fois les brèves écrites, on les rassemble et on en lit certaines et on réfléchit avec les jeunes dessus. N'hésitez pas à comparer les différents textes notamment sur les informations présentes dedans, sont-elles toutes concordantes ? Quelle est la part d'interprétation présente ?

Temps :
30 à
45 minutes

Thématique 3

Fractures sociales,
discriminations multiples... :
pourquoi certains jeunes
sont-ils toujours exclus ?

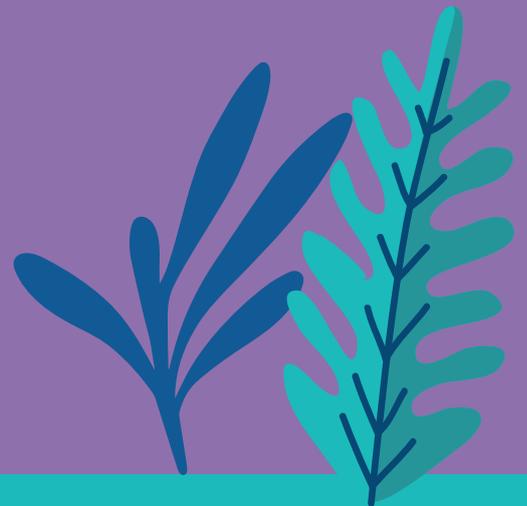




Si les jeunes en général sont moins présents dans les processus de participation politique, **certains jeunes s'en trouvent, eux, complètement exclus.**

Les raisons de ces exclusions sont nombreuses : impression de non-légitimité, manque de confiance en eux, ou manque de confiance des décideur.e.s, disponibilité, distance géographique, fractures sociales, discriminations multiples, manque de formation des élu.e.s, mais la conséquence, elle, est sans appel : **la prise de décision politique se fait généralement sans les premiers concernés.** La voix des plus éloignés de la participation peine à être entendue dans nos sociétés et le sentiment de ne pas être pris en compte ou représenté les éloigne encore plus du désir de participer. Une double conséquence qui nous pousse à aborder le thème de la participation des jeunes par le biais de l'exclusion de certains d'entre eux.

Nous avons laissé la **parole aux premiers concernés, les jeunes eux-mêmes dans leur diversité**, pour partager des expériences, des vécus, des constats et poser un diagnostic collectif des obstacles à la participation.



1

DES PISTES DE RÉFLEXIONS



Tom Chevalier -
Chargé de recherche
CNRS



Fabrice Dumas -
de l'association
Aquitaz



Pia Redoutey -
Responsable bénévole
au MRJC

Retrouvez
le podcast
de nos trois
intervenants.es

sur la chaîne youtube *Crajeq TV*

Il n'existe pas un espace de participation mais bien des espaces. Le tour d'horizon nous a permis d'en prendre conscience : Membre d'un conseil administration dans une association, bénévole dans une association, membre d'un conseil d'université, d'un syndicat étudiant, d'un conseil de jeunes, d'un syndicat ou d'un organe de représentation dans le monde du travail, d'un conseil des enfants placés, délégué de classe, signataire d'une pétition sur Internet, participant à un sondage, à des temps de rencontre Provox, manifestant dans l'espace public, organisateur d'un festival sur son territoire, voyageur le temps de quelques jours ou mois pour voir comment le politique marche ailleurs...

Tous ces espaces sont des espaces de participation, légitimes et riches en expériences pour les jeunes – même s'ils ne sont pas toujours reconnus comme tels.

Les obstacles à la participation : c'est quoi ?

Une culture de la participation à redynamiser

La participation, c'est possible seulement si on installe **une culture de partage d'opinions**, dès le plus jeune âge à l'école mais aussi après. Il faudrait avoir des temps en dehors des élections où on peut poursuivre les échanges. Instaurer une culture de la participation c'est aussi **solliciter l'avis des citoyen.nes en dehors des élections**, par exemple avec des référendums. Mais l'éducation aussi a son rôle à jouer : Il faudrait avoir de

vrais cours d'éducation civique qui vont plus loin que l'histoire géo : des cours qui permettent de prendre conscience de l'étendu de sa citoyenneté et de son droit à s'exprimer.

Cela permettrait d'avoir des bases plus saines que celles fournies par le système actuel. En favorisant la création d'espaces et en prenant des mesures d'accompagnement à l'engagement, cela donnerait davantage envie de participer. Des temps dédiés à des témoignages et un partage d'expériences concrètes liées à l'engagement autour d'enjeux politiques seraient aussi pertinents.

Il faut faire, tester, essayer pour apprendre. Dans l'idéal : Il faudrait intégrer la jeunesse dans des processus de prises de décision et **assurer des temps quotidiens de décisions collectives, pas des trucs institutionnalisés comme le vote ou les conseils municipaux mais tout simplement des décisions collectives autour de règles de vie.**

Les associations qui accompagnent toutes les démarches de participation (conseils de jeunes, assises...) sont importantes pour créer ce lien avec les jeunes. Il faut donner des responsabilités aux jeunes dès le plus jeune âge pour les habituer à être acteurs ; **mais il ne faut pas non plus faire de la fausse participation.** Sinon, cela donne l'impression que : **l'on ne participe pas aux grandes prises de décisions mais uniquement aux petites, un peu superficielles**

Pas tous égaux devant la participation

Tous les jeunes n'ont pas les mêmes opportunités de participer. Par exemple, il existe une vraie difficulté à participer lorsqu'on est étranger. Dans certains pays, il n'est pas culturellement habituel de donner son avis. Il y a aussi certaines personnes qui ne se sentent pas légitimes à prendre part à des décisions parce qu'elles ne sont pas nées en France : et rien n'est vraiment fait pour les détromper ou les accompagner afin qu'elles se sentent légitimes. Les jeunes d'un des groupes citent alors le projet de la ville d'Auroville en Inde - où tout le monde est égal au-delà de toutes croyances, opinions politiques et nationalités.

La pauvreté est aussi un frein à la participation.

Pour certains, la priorité est de survivre, manger, avoir un logement, trouver un travail avant de penser à participer à une décision collective.

De plus, on n'est pas égal sur le temps que l'on a à consacrer à l'engagement.

Certains manquent de temps, par exemple, si on est déjà étudiant, si on doit travailler, alors le temps est réduit pour participer.

Au-delà du temps pour pouvoir se poser la question de sa participation, **il faut aussi avoir des outils. Les politiques considèrent souvent que tout le monde peut participer, sans remettre cette croyance en question.**

Finalement, il a aussi été question d'exclusions géographiques : les jeunes des Outre-Mer sont loins et ont l'impression d'être un peu oubliés. De façons différentes, cela peut aussi être le cas pour des jeunes venant de milieux ruraux, parfois éloignés des espaces de décision.



« Les décisions sont prises par des personnes qui n'auront pas à vivre dans ce monde pollué. On aimerait vraiment participer à la création d'un monde plus propre et plus juste. »

La distance au politique

On a l'impression que la politique c'est loin de nous, alors qu'en fait **la politique, ce sont surtout des débats de société qui concernent tout le monde.** La participation politique c'est le vote, la représentativité ; mais en politique classique quand on n'a personne qui est proche de nos idées, on ne se sent pas représenté, et parfois on ne prend pas part au vote. **Pour favoriser la participation, il faudrait que les élus écoutent et n'imposent pas leur politique, qu'on change de culture politique.** Si participer autrement est tout aussi légitime politiquement que d'autres espaces plus institutionnels, ces activités ne sont souvent pas reconnues comme des formes de participation légitimes : l'éducation non formelle, la participation à des manifestations...

Ce qui est important pour aller contre ça c'est d'avoir des temps comme aujourd'hui où l'on peut s'exprimer sur des questions politiques, mais aussi d'avoir des possibilités de rencontrer des élus, d'aller dans les institutions comme au Parlement ou au Sénat pour pouvoir parler avec eux, donner la parole aux jeunes sur des sujets qui les intéressent et qui les concernent directement. Dans un monde idéal, les jeunes aimeraient avoir leur mot à dire sur de nombreuses thématiques telles que l'écologie, l'égalité des chances, la situation des enfants placés, le féminisme, la défense des personnes LGBTQI++, l'accès des jeunes aux minimas sociaux...

Autant de sujets de société sur lesquels ils ne se sentent pas écoutés et sur lesquels ils aimeraient vraiment que leurs avis comptent, d'autant plus que : Les décisions sont prises par des personnes qui n'auront pas à vivre dans ce monde pollué. On aimerait vraiment participer à la création d'un monde plus propre et plus juste.

Il est nécessaire que les gens soient au minimum maître de ce qui les concerne, **qu'ils ne soient pas dépossédés des questions qui les concernent directement.**

Dans ce sens-là, **Il est primordial d'écouter, d'associer, d'entendre les personnes concernées** par ces sujets afin de faire en sorte qu'elles puissent directement s'exprimer et être associées le plus possible à la décision. On ne devrait pas pouvoir prendre de décisions sans les premiers concernés.

Parler de son ressenti et de situations vécues est aussi une porte d'entrée vers l'engagement car quand **une situation devient insupportable et qu'elle met en colère, on va agir** ; mais pour cela il faut se sentir légitime et protégé. Il arrive que les jeunes ne pas se sentent pas protégés et préfèrent ne pas prendre la parole sur des sujets qui les concernent directement.



2

LES PROPOSITIONS POLITIQUES DES JEUNES DU FESTIVAL PROVOX



Les jeunes du festival Provox font le constat que :

- Il existe un manque de lien avec les élu.es politiques au-delà des périodes électorales.
- À un manque de légitimité lié à l'âge s'ajoute parfois des manques de moyens (argent, temps, transports...) renforçant la non-participation des jeunes.
- La complexité institutionnelle du système politique peut exercer une violence symbolique sur beaucoup de jeunes.
- Il existe un vrai manque d'exemples inspirants avec des parcours et des profils variés pouvant donner envie à tous les jeunes d'aller vers plus de participation.



Et proposent de

- 1 *Travailler sur la diversité des parcours d'engagements et de donner les outils à tous et toutes pour participer*
 - 1.1 Favoriser la déconstruction des préjugés notamment en mettant en lumière des parcours de vie inspirants et différents.
 - 1.2 De faire vivre le plus tôt possible l'éducation morale et civique avec des intervenant.es passionné.es.
 - 1.3 De mettre en place des outils comme des glossaires de vulgarisation du vocabulaire politique et de ses sigles.

2 Prendre en compte les inégalités territoriales (Outre-Mer), sociales, économiques et culturelles, de santé et de genre dans les politiques en lien avec la participation

- 2.1 Créer des espaces de discussions plus adaptés à tous et toutes, plus locaux, plus accessibles, pour créer du lien avec les personnes concernées et ce, sur le long terme.
- 2.2 Écouter les personnes concernées et ne jamais penser sans les bénéficiaires
- 2.3 Développer et soutenir la mixité dans les écoles et dans les villes
- 2.4 Donner des moyens, revaloriser et réinventer certaines filières métiers - notamment les métiers du lien, d'éducateur.trices, d'animateur.trices, sur le terrain en contact avec les jeunes.
- 2.5 Former les élu.es et les services publics aux réalités de leurs territoires d'intervention

Les engagements de l'atelier :

Les jeunes de l'atelier décident de prendre les engagements individuels suivant pour avancer concrètement sur les questions d'inclusion dans la participation

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Je vais organiser un weekend ludique pour parler aux jeunes de mon quartier en utilisant les temps informels pour parler politique | <input type="checkbox"/> Je vais penser des temps sans décideur.es et seulement entre jeunes pour passer outre les élu.es et qu'on s'auto-organise pour avoir un rapport de force. |
| <input type="checkbox"/> Je vais reconstituer le groupe jeune d'ATD Quart monde pour partager mon expérience Provox | <input type="checkbox"/> Je vais partager la vidéo que j'ai faite sur Provox pour donner envie aux jeunes de faire des événements similaires. |
| <input type="checkbox"/> D'ici 2026 je vais me présenter aux élections municipales | <input type="checkbox"/> Je vais proposer aux orgas dans lesquelles je suis d'avoir un principe de parité. |
| <input type="checkbox"/> Je vais parler aux directeur.trices des écoles pour mettre en place des binômes prof éducateur.trice pour insuffler de l'éduc pop dans l'école. | <input type="checkbox"/> Je vais continuer d'accompagner les enfants dans leur conscientisation. |
| <input type="checkbox"/> Je vais organiser une concertation avec la population de Mayotte pour parler des inégalités et des possibilités de mobilisation pour faire changer les choses. | <input type="checkbox"/> Je vais faire des projets en centre social autour de la question de la santé mental. |
| <input type="checkbox"/> Je vais organiser une réunion avec des décideur.es pour discuter de la place de la jeunesse dans les dispositifs de décision. | <input type="checkbox"/> Je vais organiser des ateliers pour que les jeunes puissent plus s'impliquer dans l'habitat jeunes. |
| <input type="checkbox"/> Je vais faire un interrail avec des jeunes (OFAJ, Belgique, jeunes de Mayotte). | <input type="checkbox"/> Je vais parler de Provox à mes proches qui ne sont pas trop politisés. |
| <input type="checkbox"/> Je vais prendre le temps de penser les causes qui font que je ne me sens pas légitime | <input type="checkbox"/> Je vais repenser la façon dont j'anime des temps dans mon association, repolitisier les choses, amener un peu de réflexion et pas juste faire de la technique |

CE QU'EN DIT LA RÉOLUTION EUROPÉENNE DU CYCLE



Assurer l'égalité d'accès à la participation

- A** Nous recommandons aux États membres et à la Commission européenne d'accroître la diversité des structures de participation et de lutter contre le manque d'inclusion en fournissant des informations facilement accessibles aux groupes minoritaires.
- B** Encourager tous les États membres à soutenir les acteurs locaux en proposant des activités extrascolaires aux jeunes ayant moins d'opportunités.
- C** Nous recommandons aux États membres de donner plus de visibilité au travail de jeunesse en augmentant son accessibilité (notamment par des incitations au travail de jeunesse mobile dans les zones rurales et reculées et avec les jeunes moins accessibles) et sa reconnaissance (par la reconnaissance officielle de la profession, des partenariats actifs avec l'éducation formelle et les acteurs locaux).
- D** Nous recommandons aux États membres de consolider la position et le rôle de l'animation socio-éducative dans les questions sociétales (partenariats dans le cadre d'initiatives, d'événements, de concours et de projets locaux) et d'assurer sa reconnaissance sociétale (valorisation de l'animation socio-éducative).
- E** Nous recommandons aux États membres et à la Commission européenne de soutenir et de s'engager à créer un plan général de relance de la jeunesse dans l'UE, avec des actions spécifiques à entreprendre aux niveaux européen, national et local, axées sur le travail et la participation des jeunes, afin de surmonter les problèmes que la pandémie a accentués.

UNE ACTIVITÉ POUR SE LANCER

ACTIVITÉ 1

Les groupes d'interview mutuelle

5 minutes :

constituer les groupes et expliquer

20 minutes :

Chacun parle pendant 5 minutes (pas d'interruption par les autres). Possibilité de relancer avec d'autres questions.

5 minutes :

chaque groupe s'accorde sur la restitution

10 minutes :

restitution (2 min par groupe)

En petit groupe de quatre, chacun s'interviewe = avec une trame pour identifier son rapport à la participation et à ses espaces :

Est-ce que j'ai moi-même déjà fait partie d'un espace où j'ai contribué à une décision collective ?

1 Si oui

- Quelle était la thématique de ce temps de participation ?
- Qu'est ce que ça m'a apporté et comment je l'ai vécu ?
- Qui m'y a emmené ?
- Est ce que je me suis sentie écouté ? Utile ?

2 Si non

- Est ce que je connais quand même des espaces de participation ?
- Comment est ce que j'expliquerai que je ne suis pas dans ces espaces ?

Temps :
40 minutes

ACTIVITÉ 2

Comprendre les obstacles à la participation des personnes en situation de grande pauvreté

Proposer trois textes à retrouver sur le site Provox à télécharger et imprimer.

Ces textes racontent des situations de participation vécues par des jeunes en situation de grande pauvreté.

Par groupe de 4 maximum lire le texte puis travailler à identifier collectivement les freins et les leviers à la participation que vous repérez à la lecture du texte.

Un rapporteur par groupe vient raconter en substance le texte et rapporter les leviers et les freins à la participation que le groupe a identifié. On peut débattre ensuite de ce que les autres en pense. Et finir par lister et formaliser ensemble, suite aux analyses de chacun, les bonnes pratiques pour la participation de tous et toutes.

Pour vous aider vous pouvez consulter « Réussir la participation de toutes et tous : petit guide pratique pour agir » disponible sur le site de ATD Quart-Monde.

Temps :
1h30

Thématique 4

Réseaux sociaux, Civics tech, Big Data : révolution démocratique ou contrôle politique ?





Dans un contexte d'utilisation massive du numérique, exacerbé par la crise sanitaire du Covid-19, il nous semble indispensable de consacrer un pan entier de nos réflexions sur la participation politique des jeunes à cet objet.

Se poser la question du lien entre numérique et participation politique démocratique implique d'abord de rappeler que le numérique est avant tout un outil - il n'est pas dépositaire en soi d'une intention bonne ou mauvaise. Il ne peut être envisagé qu'au travers de son utilisation qui pose alors une série de questions.

L'usage du numérique est souvent un usage de surface, on l'utilise sans vraiment le comprendre ou en être pleinement acteur. Comment faire respecter les droits des citoyens et citoyennes comme préalable à la participation démocratique : gestion des données, utilisation des algorithmes, utilisation de logiciels libres, pour rester maître d'un espace numérique façonné par les citoyen.nes, collaboratif et transparent.



1

DES PISTES DE RÉFLEXIONS

Retrouvez le cours d'auto-défense au numérique

sur la chaîne youtube Cnajep TV



CHATONS

est le Collectif des Hébergeurs Alternatifs, Transparents, Ouverts, Neutres et Solidaires. Ce collectif vise à rassembler des structures proposant des services en ligne libres, éthiques et décentralisés afin de permettre aux utilisateur.trices de trouver rapidement des alternatives respectueuses de leurs données et de leur vie privée aux services proposés par les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft). CHATONS est un collectif initié par l'association Framasoft en 2016 suite au succès de sa campagne Dégooglisons Internet.



Sarah Durieux

Directrice Exécutive, Change.org France et autrice de « Changer le monde - Manuel d'activisme pour reprendre le pouvoir » chez First



Angie Gaudion

Chargée de relations publiques, Coordinatrice CHATONS - Association Framasoft



Kim Delagarde

Collectif EducPopNum Nouvelle Aquitaine

A. Comment appréhendez-vous la question des liens entre démocratie et numérique et quelle place pour les jeunes dans vos structures ?

Sarah Durieux :

Change.org - un outil, un point de départ pour des mobilisations citoyennes en ligne ou hors-ligne.

La question de la démocratie et du digital est abordée sous l'angle : comment rendre la mobilisation citoyenne accessible pour tou.tes ? Pour qu'une démocratie fonctionne il faut que les gens aient des outils similaires pour se faire entendre et avoir une influence, notamment pour pondérer des déséquilibres structurels de groupes d'influence ayant plus facilement accès aux responsables politiques et économiques. Les pétitions en ligne sont justement des outils plutôt faciles à comprendre et à prendre en main. Il faut alors construire une plateforme la plus accessible possible et accompagner par des outils pédagogiques, de la formation et du coaching les

citoyens à mener des campagnes efficaces pour se faire entendre.

Aujourd'hui la plateforme est utilisée par des jeunes mais le public majoritaire se situe plutôt autour de 40 ans - la pétition est un outil de militant depuis très longtemps et le rééquilibrage vers les jeunes va se faire progressivement. Notamment parce que la pétition est complémentaire d'autres espaces digitaux avec des communautés engagées plus jeunes sur les questions climatique ou féministe. Il y a une articulation entre des mobilisations sur Instagram et des pétitions sur change.org. Il n'y a pas d'actions spécifiques sur les questions de jeunesse mais il y a un enjeu à faire se retrouver des publics différents pour éviter l'effets bulles où tout le monde reste dans son espace social.

Angie Gaudion :

Le libre, un outil pour participer à un monde plus émancipateur

Framasoft est une association d'éducation populaire qui a pour ambition de **diffuser de l'information et des moyens de réfléchir sur les pratiques numériques**. L'association est passée d'un outil de promotion du libre vers une association engagée dans une réflexion plus large sur les pratiques numériques : l'ambition est **de donner à réfléchir pour comprendre en quoi les logiciels libres et la culture libre participeraient à un monde plus émancipateur**. Il n'y a pas d'adresse spécifique à un public jeune. Sur 1 million de bénéficiaires par mois, on ne peut pas vous dire combien il y a de jeunes **puisque l'on ne récolte aucune donnée sur nos services !**

Kim Delagarde :

Ne pas réduire la pratique numérique des jeunes à la prévention de ses risques

Le postulat de départ du collectif : les risques liés aux pratiques numériques des jeunes ont déjà été bien identifiés et sont bien installés dans les esprits éducatifs - **mais il est très réducteur de penser la pratique du numérique seulement à travers ses dangers**. Il faut comprendre la richesse de la relation au numérique. Le premier angle d'attaque est **d'objectiver les pratiques numériques** chez les jeunes, de les mettre en perspective pour essayer de travailler ensuite avec les jeunes à fabriquer de l'intelligence collective et de l'esprit critique. **L'ambition n'est donc pas de réformer les pratiques numériques des jeunes mais de les accompagner pour questionner, encourager des pratiques et en remettre d'autres en question.**

B. Comment pensez-vous que le numérique offre de nouvelles opportunités de participation politique pour les jeunes ?

Kim Delagarde :

En amont de l'expression politique, ce sont globalement les **interactions sociales entre jeunes qui sont dynamisées par les outils numériques**. Il y a beaucoup d'échanges sur tous types de sujets, mais plus l'on monte en âge, plus l'information à caractère politique ou d'opinion est convoquée dans les discussions et **permet du positionnement et de l'expression politique entre pairs**. **La parodie, la dérision, sont des façons de s'approprier les contenus.**

Sarah Durieux :

La pétition en ligne n'est pas un outil de moins de 18 ans. Il n'est pas autorisé sur change.org de mener une pétition pour les moins de 16 ans. Les 18/24 ans représentent à peu près 10% des utilisateurs. Par contre, ce qui est intéressant dans l'usage qui est fait d'autres outils digitaux, **c'est la repolitisation du discours**. Il y a beaucoup de plus jeunes qui vont rejoindre des causes avec une approche très **humaniste et solidaire** – on le voit avec **les cagnottes en ligne, partager un contenu pour faire acte de solidarité**. Grâce au travail de fond de beaucoup d'activistes sur les réseaux sociaux, on arrive à **remettre du politique derrière ça**. Par exemple : après une cagnotte pour payer les

frais administratifs d'une étudiante en difficulté – il est possible de poursuivre la réflexion et de monter en généralité en interrogeant sur l'égalité des chances, l'accès à l'éducation pour les plus précaires. L'intérêt du digital, c'est de **permettre aux gens de se connecter via des histoires, des cas, qui créent de l'empathie**. C'est ensuite **aux associations, aux collectifs, qui ont une vision politique du monde, de repolitiser ce vécu.**

Le collectif **Noustoutes**, qui est aujourd'hui très organique, a une sociologie intéressante : ce sont beaucoup de **femmes très jeunes (16/20 ans)**. Ces organisations sont **d'abord des phénomènes digitaux qui se territorialisent** ensuite et permettent ainsi d'accrocher des personnes plus jeunes.

Angie Gaudion :

Framasoft travaille beaucoup avec les associations de la transition. En se réunissant il y a peu, les salarié.es et les élu.es, il y a eu une prise de conscience : la majorité des présentes étaient des femmes de moins de 35 ans. Il n'y a pourtant pas de biais spécifiques ni de genre, ni d'âge dans des associations comme alternatiba ou extinction rébellion. Pour autant, les salariées et les cadres dirigeantes sont majoritairement jeune et femme. Cela **change aussi le vécu du militantisme**, il y



« Cela change aussi le vécu du militantisme, il y a un renouvellement du "faire militance" qui est très lié aux outils numériques mais aussi à l'arrivée du féminin dans le militantisme. »

un renouvellement du « faire militance » qui est très lié aux outils numériques mais aussi à l'arrivée du féminin dans le militantisme. Sur l'aspect utilisation des outils numériques pour générer des nouvelles formes de participation politique : les très jeunes n'utilisent pas les outils dédiés à ça mais réutilisent différemment ceux qu'ils utilisent déjà. Il y a donc un passage peut être plus simple pour les nouvelles générations de la prise de position vers la militance, facilité par le numérique. Par exemple le mouvement Nuit Debout était composé de militants assez jeunes et il est vrai que tout à Nuit Debout était organisé via des outils numériques : préparation, groupe de travail, organisation... même si les rassemblements eux étaient physiques.

C. Si vous deviez citer une limite pour vous à l'utilisation du numérique comme outil d'engagement citoyen ?

Contrôle des Etats et récolte des données : une limite démocratique à l'outil numérique

421 :

Il y a une vraie crainte de mettre ses données en ligne. Une pétition très récente sur le site du Sénat pour l'allocation Adulte Handicapé demandait pour signer de se connecter avec France Connect, le site de la caf, des impôts. Là on parle de **contrôle politique** : les données vont-elles être utilisées à des fins politiques. Si on signe, sommes-nous fichés ?

Angie Gaudion :

Une des limites à la participation citoyenne avec l'usage du numérique : c'est **justement la surveillance par les Etats**. L'affaire snowden a quand même révélé que les états contrôlent un certain nombre d'informations sur les citoyens. Et donc cela pose des questions : comment faire, lorsque l'on fournit un service de Civic techs, pour garantir qu'il n'y aura pas d'utilisation par les États des informations destinées à la plateforme. Cela est d'autant plus complexe, que les États ne demandent pas forcément l'autorisation. Il y a quelques temps une annonce avait été faite que la CAF vérifierait les publications des gens sur les réseaux sociaux pour corroborer leur déclaration. Il est inquiétant que l'on puisse être pisté dans une expression publique mais dans un espace privée – par ce qu'il faut le rappeler les réseaux sociaux ne sont pas un espace public.

Ne pas confisquer un outil citoyen et organique en l'institutionnalisant

Sarah Durieux :

Avec Change.org, un travail est initié sur l'impact politique des pétitions à travers **une sensibilisation des décideur.es à l'importance de les prendre en compte, de les intégrer dans la construction des politiques publiques**. Ce qui fait planer une autre inquiétude sur ce mouvement d'institutionnalisation de la pétition, cela ne doit pas être l'occasion d'invisibiliser des propositions militantes de citoyens organisés de manière organique.

Une fracture numérique qui peine à se résorber

Angie Gaudion :

Une autre limite : il y a une **partie de la population qui n'utilise pas du tout Internet**. Que fait ton des 28% éloignés du numérique ? Si la parole citoyenne n'est prise en compte que via le numérique alors il y a un quart de la population qui en est exclu. **Comment réduire ces exclusions : d'abord en évitant de considérer que le numérique est la seule façon de s'exprimer**. A un niveau national, il y a de moins en moins d'espaces pour permettre une expression dans l'espace public. Il y a aussi un travail à faire sur la réduction de cette fracture mais cela ne bouge pas beaucoup depuis 20 ans. Il y a donc une vraie problématique de légitimité de ces espaces : qui

peut y parler ? sont ils représentatifs de la pensée majoritaire ?

Des prises de parole qui brouillent les règles politiques

Kim Delagarde :

Certains politiques sont très agiles sur les réseaux sociaux, ils jouent de leurs différents statuts et **l'on ne sait plus qui s'exprime depuis quelle place**. L'intervention du président de la République chez Mc Fly et Carlito par exemple ! Qui parle : un président de la République soucieux de la santé de sa population, un candidat ou simplement une personne ? Certaines per-

sonnes jouent d'une **confusion entre un statut officiel et un point de vue personnel**.

La censure politique de certaines plateformes

Picasoft :

La limite des plateformes comme Facebook ce sont ses algorithmes de suggestions de contenu. La modération de ces espaces se fait en fait **selon des critères qui ne sont pas neutres mais bien politiques**. Cela pose une contradiction : peut-on utiliser ces plateformes à des fins militantes ? **Il est toujours étrange de vouloir changer le monde en utilisant les outils des plus grosses sociétés au monde.**

D. Les propositions pour faire bouger le cadre légal

Angie Gaudion :

"Reclaim your face" sur la surveillance biométrique dans l'espace public, une pétition européenne avec un système qui fait que si cette pétition atteint 500 000 signatures, le parlement européen devrait prendre en compte cette question.

Kim Delagarde :

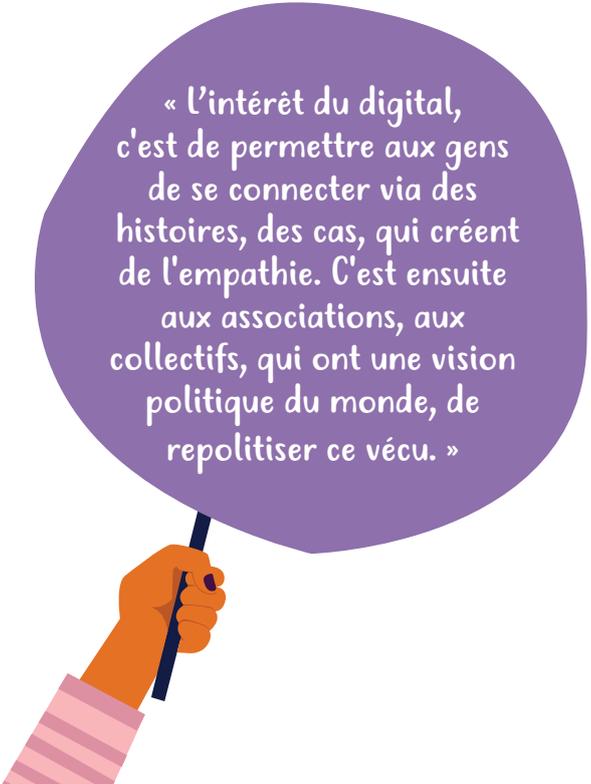
Il est urgent de légiférer sur l'expression des personnalités politiques et le décompte des temps de parole en campagne : clarifier les choses sur ces limites en termes de cadre légal.

421 :

Le cadre législatif doit certes bouger mais cela doit aussi passer par **de l'éducation auprès des élus**. Pour expliquer de manière bienveillante comment fonctionne internet : google et facebook ne sont pas des services publics, on n'éradique pas une pandémie avec une application qui ne fait que banaliser la surveillance de masse, l'anonymat sur internet n'existe pas, la reconnaissance biométrique est un danger sur les libertés individuelles sur le long terme, il est temps que l'Europe se dote de service internet souverain. **Actuellement les parlementaires n'ont pas tous l'air très compétents pour légiférer sur ces enjeux et devraient peut-être être plus à l'écoute des experts juristes** de la quadrature du net, par exemple.

Sarah Durieux :

Rendre internet sûr ce n'est pas limiter la liberté d'expression. En tant que plateforme, nous sommes en permanence entre le marteau et l'enclume entre ceux qui nous reprochent de trop supprimer et ceux qui trouvent que l'on ne supprime pas assez. **Il est urgent que ces décisions ne relèvent plus de l'arbitrage de chacun et qu'un parquet et des élus soit compétents sur ces sujets et puissent poser un cadre juridique.**



« L'intérêt du digital, c'est de permettre aux gens de se connecter via des histoires, des cas, qui créent de l'empathie. C'est ensuite aux associations, aux collectifs, qui ont une vision politique du monde, de repolitiser ce vécu. »

2

LES PROPOSITIONS POLITIQUES DES JEUNES DU FESTIVAL PROVOX



Les jeunes du festival Provox proposent de :

1 *Apprendre de manière inclusive et tout au long de la vie à utiliser les outils numériques et leur contenu*

- 1.1 Développer l'apprentissage et la formation aux outils du numérique au travers de structures locales déjà existantes en débloquent des fonds pour créer des postes et toucher plus de personnes
- 1.2 Accompagner les jeunes dès le niveau élémentaire et en fonction de leurs utilisations concrètes du numérique (notamment réseaux sociaux) pour **mettre en garde contre les dangers mais aussi promouvoir les avantages qui existent dans l'utilisation du numérique** et ce de manière continue et évolutive tout au long de la scolarité

2 *Favoriser un accès inclusif au numérique pour les jeunes pour réduire la fracture numérique*

- 2.1 Permettre au jeune d'accéder et **d'être accompagné gratuitement** au numérique indépendamment de leur situation géographique et sans condition de revenu
- 2.2 Mettre en place des centres de rencontres et d'accompagnement pour la participation des jeunes en utilisant les outils numériques
- 2.3 Déployer le réseau internet sur tous les territoires
- 2.4 Permettre aux **acteurs locaux** (associations, fondation, institutions, entreprises) **de s'équiper et de se former** pour accompagner les projets numériques des jeunes.



3 *Travailler à l'encadrement et à la protection de la vie numérique :*

- 3.1 Créer une navigation sécurisée en plaçant les serveurs de stockage de données européennes en Europe pour une protection de nos données
- 3.2 Créer une navigation durable en interpellant sur la pollution générée par ces serveurs qu'il est nécessaire que l'on apprenne à reconditionner.

4 *Structurer et travailler à la transparence de la participation en ligne*

- 4.1 Reconnaître et légitimer les espaces de participation non institutionnels utilisés par les jeunes comme source de propositions politiques valables (notamment les réseaux sociaux, consultation en ligne..)
- 4.2 Favoriser la confiance par la transparence du numérique, notamment sur la collecte et le traitement des données par les services numérique de l'état : par exemple Parcours Sup est un outil opaque pour la sélection des étudiants à l'université



CE QU'EN DIT LA RÉOLUTION EUROPÉENNE DU CYCLE



Garantir des espaces jeunesse numérisés

- A** Nous encourageons les États membres à garantir une norme numérique minimale dans toute l'Europe en ce qui concerne l'infrastructure qui comprend le Wi-Fi/internet gratuit et les outils numériques de base à utiliser par les jeunes.
- B** Nous encourageons la Commission européenne à allouer des fonds spécifiques au secteur de la jeunesse afin d'habiliter et d'éduquer les jeunes à développer des compétences numériques, en mettant l'accent sur les jeunes ayant moins d'opportunités.
- C** Nous recommandons à la Commission européenne de développer un cadre au niveau européen qui mesure la convivialité des espaces virtuels pour les jeunes, que les espaces et outils existants puissent recevoir des directives claires et actualisées sur l'utilisation d'un langage accessible et la centralisation des informations, afin de supprimer les obstacles à l'engagement actif des jeunes dans les processus sociaux et politiques.
- D** Nous recommandons aux États membres de donner aux éducateurs des secteurs formels et non formels les moyens de s'assurer que les jeunes disposent des compétences et des outils nécessaires pour se protéger de la désinformation et des discours de haine dans les espaces virtuels, en stimulant leur capacité à former un jugement de manière objective.

4

UNE ACTIVITÉ POUR SE LANCER

ACTIVITÉ 1

Un Brise-Glace pour prendre conscience de l'enjeu de la protection des données

Chacun se présente en 3 éléments à partir de ce que l'on trouve sur lui-même sur Internet. Chacun peut se servir de son téléphone.

Vous pouvez aussi pour créer un effet saisissant sur les frontières publics / privés en demandant de faire un portrait croisé : chaque personne en

présente une autre à travers trois éléments publics qu'il a trouvés sur internet.

Attention, il faut que le groupe de jeunes soit à l'aise et se connaisse. Le risque de se sentir mal à l'aise étant assez forts.

Temps :
20 minutes

ACTIVITÉ 2

L'outil didactique « Big Data » : pour bien comprendre l'enjeu de la protection des données

Temps :
il s'agit d'activités en module qui s'adaptent à vos formats d'atelier et à vos contraintes horaires.

Attention, cela nécessite un peu de préparation, d'impression et de découpage. Cette activité est ludique et pédagogique : les données et leur protection deviennent « tangibles ».

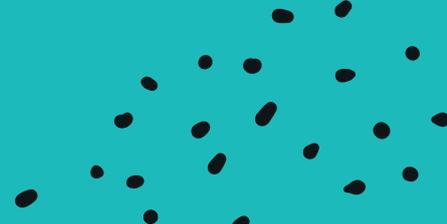
Temps :
adaptable



Thématique 5

De bénéficiaires à décideur.e.s :
comment les associations
forment-elles des militant.e.s ?





Les jeunes continuent de s'investir fortement dans le tissu associatif. Par exemple, à la question : « Où avez-vous le plus développé votre culture politique ? » 30% des jeunes répondant à l'enquête Provox de 2015 répondent : « dans une association de jeunesse » contre 5% dans des partis politiques ou 7% à l'école.

Ainsi, le secteur de l'éducation populaire et des organisations de jeunesse est directement lié à cette question. Non seulement parce qu'il mobilise de nombreux jeunes, à la fois comme « publics » bénéficiaires et comme « ressource » militante, mais aussi parce que la question de la participation, notamment des jeunes, renvoie à une préoccupation permanente, consubstantielle de ces associations.

Un constat qui nous amène à nous interroger sur les dynamiques en cours dans le secteur associatif et jeunesse. D'abord, comment à l'intérieur de nos structures sont pensés des parcours d'engagement militant, technique, citoyen pour amener les jeunes vers l'autonomisation politique et citoyenne ? La citoyenneté active constituant un puissant vecteur de reconnaissance et d'émancipation pour l'individu. Comment progresse donc cette démarche, dans le secteur associatif, de faire de la place et d'associer les jeunes non pas seulement en tant que bénéficiaires mais en tant qu'acteurs, partenaires et décideurs des projets associatifs ?



DES PISTES DE RÉFLEXIONS

Retrouvez
l'intervention

sur la chaîne youtube Cnajep TV



A. Une étude sur la question de l'accès et de la place des jeunes dans les espaces de décisions des associations

avec Audrey Baudeau

Des réseaux pour les jeunes, mais pas toujours avec les jeunes

Les jeunes sont fortement impliqués dans les associations de jeunesse et d'éducation populaire : 70% des associations interrogées affirment compter des jeunes de 16/30 ans dans l'ensemble de leurs instances (bureau, conseil d'administration, commissions). Cependant, les résultats de l'enquête montrent très nettement que, si **les jeunes sont des acteurs essentiels du projet de l'association** (à la fois comme « public bénéficiaire » et comme « ressource » bénévole ou volontaire), **leur présence s'amenuise à mesure que s'élève le niveau de responsabilités dans les instances dirigeantes.**

Une question idéologique majeure pour les réseaux d'éducation populaire

Les résultats de l'enquête montrent que l'engagement des jeunes constitue un réel enjeu pour les associations de jeunesse et d'éducation populaire. Trois ambitions majeures et complémentaires sont assignées à la participation des jeunes à la vie de l'association : **accompagner à la prise de responsabilités, éduquer à la citoyenneté, et contribuer à l'émancipation.**

Des difficultés à surmonter

Malgré cet engagement de la part de associations, certaines difficultés persistent.

Les difficultés identifiées par les associations sont **des limites organisationnelles** : un manque de volonté politique, un faible accompagnement des jeunes, des modes d'animation inadaptés, une lourdeur de la gestion administrative, une technicisation croissante de la vie associative.

« Concerner les jeunes
Accompagner les jeunes
Instituer la place
des jeunes »

Mais aussi **liées aux situations et aux attitudes des jeunes, ainsi qu'aux contraintes qui pèsent sur eux.** Notamment, un rapport consumériste au service associatif, le manque de confiance, les mobilités géographiques, les difficultés personnelles, la précarité des jeunes qui les détournent des questions d'engagement et de participation, des formes d'engagement plus ponctuelles, etc.

Des stratégies pour mieux faire !

Des stratégies, de bonnes pratiques se dégagent :

- Concerner les jeunes (sensibiliser, informer, impliquer).
- Accompagner les jeunes (former, transmettre, valoriser).
- Instituer la place des jeunes (contraintes statutaires).

Ces stratégies ne sont pas exclusives au contraire elles ont vocation à interagir et à se compléter.

B. Concerner / accompagner / instituer : Quelle stratégie pour faire de la place aux jeunes dans les instances de décision des associations ?



*William Petipas,
Secrétaire national du Mouvement
Rural de jeunesse Chrétienne
(MRJC)*



*Marine Boin,
déléguée générale
du réseau national
des juniors associations (RNJA)*



*Laurie Mercier,
élue au Conseil
d'administration
du RNJA*

Parmi les quatre intervenant.e.s, la réponse est unanime, il faut adopter les trois pour réussir à faire de la place aux jeunes. Si l'un de ces éléments est manquant, cela ne marchera pas. Ainsi, plusieurs moyens sont déployés par nos intervenant.e.s en vue d'intégrer les jeunes dans les instances de décisions :

A. Instituer, légaliser pour légitimer la présence des jeunes dans les instances de décisions

Une place aux jeunes dans les instances garantie par le statut de l'association et un point réservé de l'ordre du jour.

Le RNJA au CA possède un collège de représentant jeunesse institué. Il est stipulé dans le statut de l'association que les jeunes doivent avoir leur place au sein du CA. Depuis 2018, lors des sessions du Conseil d'Administration, ces jeunes ont un point de l'ordre du jour qui leur ait dédié, qu'ils préparent et présentent.

Les jeunes ambassadeurs : le relais et les coéquipiers d'une organisation

A l'OFAJ, les jeunes ambassadeurs représentent l'OFAJ dans toutes les régions de France et d'Allemagne. Ils sont les antennes locales et une grosse partie du travail de l'organisation, repose sur l'engagement de ces jeunes. Il est également inscrit dans le statut de l'association que les jeunes doivent avoir leur place au sein du CA.

B. Concerner et accompagner, le revers d'une même manche :

Travailler à partir des jeunes, de leurs envies et préoccupations.

Il est important de laisser aux jeunes le pouvoir de décision dans les différents espaces où ils se trouvent déjà tels que les séjours, les formations BAFA... Pour que les jeunes se sentent concernés, il est judicieux de directement travailler avec eux dans les espaces qu'ils investissent et sur des sujets qui les intéressent directement.

Travailler en binôme pour ne pas être seul.e face à une responsabilité

Lorsqu'un nouveau bénévole arrive, qu'il soit jeune ou non, c'est une bonne idée de le mettre en binôme avec un bénévole plus expérimenté. De cette façon, personne ne reste seul face à ses responsabilités.

Valoriser l'engagement passé des jeunes pour les motiver à accéder à de nouvelles responsabilités

Le Mouvement Rural de jeunesse Chrétienne (MRJC) va chercher des jeunes là où ils ne s'y attendent pas grâce à une lettre d'interpellation. Cette lettre, à l'inverse d'un simple appel à candidature, permet aux jeunes bénévoles de se sentir légitime en leur rappelant tout le parcours qu'ils ont pu avoir depuis le début de leur engagement auprès de l'association. Il s'agit de leur montrer comment



ils peuvent apporter leurs contributions au sein de l'association en accord avec leur vécu et leurs envies. Cela permet également de recruter sur des motivations plutôt que sur des compétences.

Donner la possibilité d'avoir accès à des outils associatifs

Le Réseau National des Juniors Associations (RNJA) permet aux 11/18 ans de monter leur projet sous une dynamique associative et d'assumer des responsabilités. Il leur est donné la possibilité d'avoir accès à des outils associatifs tel que l'autogestion d'un compte bancaire. De cette façon, les jeunes renforcent leur sentiment de légitimité et de responsabilité.

Raconter l'engagement et donner envie à d'autres jeunes de s'engager

Concernant la prise de responsabilité, le MRJC

demande aux jeunes qui quittent leur responsabilité, leur mandat de témoigner de leur engagement dans un discours où ils racontent ce qu'ils ont vécu durant trois ans (durée de leur mandat) ou même avant. « Témoigner, cela permet de se sentir concerné.e et de donner envie de s'engager, de prendre des responsabilités. »

Accompagner pour donner les référentiels communs dont chacun a besoin

Le RNJA souligne l'intérêt de prendre des temps de travail avant tous les CA pour comprendre tous les enjeux afin que chacun soit au même niveau. Pour que chacun ait sa place dans le CA, il est nécessaire que chacun dispose des informations essentielles et puisse comprendre les enjeux du CA pour que les votes représentent vraiment les envies de chacun.

C. Qu'est ce qui freine la mise en œuvre concrète de cette ambition d'associer les jeunes aux gouvernances associatives ?

• La précarité du monde associatif

C'est un sujet tabou lorsque l'on parle de manque de moyen financier. Les associations perdent beaucoup de talents jeunes car ils sont dans des situations très précaires. Ils subissent des roulements de postes. Les salaires sont bien plus faibles que ceux dans le secteur privé. La question du salariat et de la précarité du monde associatif est un vrai sujet.

• La communication et ses outils

Ils sont très différents selon les différentes générations de bénévoles. Les outils numériques peuvent être compliqués à aborder même pour des jeunes générations. Il faut rendre accessible le jargon spécifique à une association car vue de l'extérieur, cela peut intimider.

• La distorsion des valeurs à défendre selon les différentes générations

Il a été dit que les jeunes ne considèrent pas comme une priorité l'engagement, la laïcité, le militantisme. Ils se reconnaissent plus dans des thématiques environnementales et humanitaires par exemple. Les bénévoles expérimenté.e.s ont du mal à accepter le changement dans les engagements, dans les mentalités des jeunes. C'est

un choc de générations qui ne se comprennent pas. Il y a un manque d'interconnaissance qui crée un certain écart générationnel.

• Les nouveaux.elles bénévoles ne sont pas forcément bien accueilli.e.s

Lorsque l'on vient juste d'arriver dans une association, il y a un temps d'adaptation pour se sentir légitime. La personne ne pensera pas à avoir des réflexions sur la gouvernance dès son arrivée car elle aura beaucoup d'informations à digérer.

« Témoigner, cela permet de se sentir concerné.e et de donner envie de s'engager, de prendre des responsabilités. »

Petit guide pour accueillir un nouveau bénévole au sein d'une association

- 1 Désacraliser les postes à hautes responsabilités**

Les associations doivent rendre ces statuts accessibles. Les mandats les plus intimidants peuvent être découpés en binôme Jeune / ancien. Le binôme permet de s'enrichir l'un.e et l'autre de son vécu, compétences et motivations et favorise les transitions vers des prises de responsabilités.
- 2 Pour que les jeunes soient accompagnés, il faut d'abord que les associations soient accompagnées elles-mêmes**

Elles doivent réfléchir aux enjeux que constituent l'arrivée d'un jeune dans le cours de la vie d'une association. On ne peut pas faire l'économie d'une réflexion sur les processus d'accueil si l'on souhaite bien faire.
- 3 Ne pas attendre des crises au sein d'une association pour faire le point sur le statut, la place, le bien-être de chacun**

Il vaut mieux le faire lorsque cela se passe bien, qu'il y a une bonne entente et une envie de prendre soin de cette association pour que tout le monde s'y sente bien.
- 4 Organiser des rencontres entre les bénévoles**

Ils pourront apprendre à se connaître pour créer une ambiance conviviale au sein de la structure et une certaine cohésion au sein de l'équipe. Lorsque chacun se connaît, il est plus facile d'évaluer qui préfère faire telle mission ou qui a besoin d'être en équipe pour telle chose. Connaître son équipe permet de mieux comprendre les réalités (besoins, limites, envies) de chacun.

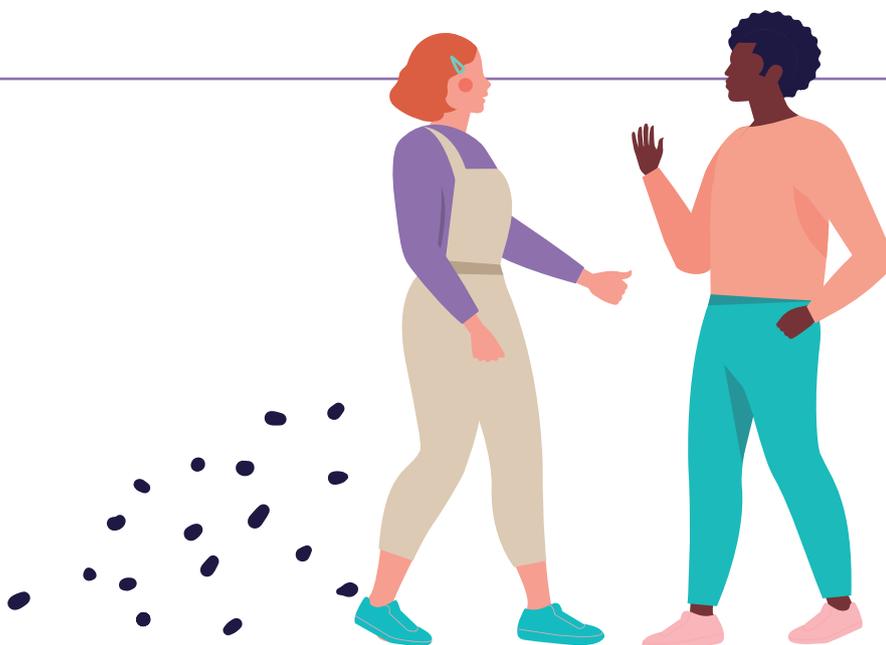
Afin que chaque bénévole se sentent soutenu.e, compris.e et solidaire envers les autres membres de son équipe. Il est essentiel de tisser des liens pour œuvrer ensemble vers de mêmes objectifs.
- 5 Avoir des temps de dialogue sur les valeurs que veulent défendre TOUS les membres de l'association**

Il est essentiel de prendre le temps de rediscuter du projet de l'association avec les nouveaux bénévoles et élu.es. Les nouveaux arrivants doivent s'identifier aux valeurs et aux projets associatifs mais pour cela il faut qu'ils puissent avoir la parole sur celui-ci et les capacités de le faire évoluer s'ils le souhaitent.



- 6 Adapter les modalités de l'engagement à une vie étudiante ou active**
Pour que le fait d'être étudiant.e ou jeune travailleur ou précaire ou active ne soit plus un frein pour l'engagement, il faut accepter les imprévus, et se déléguer les tâches à plusieurs pour répondre à l'instabilité par des solutions collectives.
- 7 Faire un bilan annuel collectif**
Où chacun.e prend la parole sur ce qu'il ou elle a aimé faire, ce sur quoi il ou elle s'est senti.e utile, efficace, ce qu'il ou elle n'a pas aimé, les moments où il ou elle s'est senti.e dépassé.e, seul.e, etc et ce qu'il ou elle voudrait faire évoluer.
- 8 On n'a rien à perdre à laisser les jeunes prendre de la place**
On a juste à y gagner alors il faut accepter de les laisser contribuer aux décisions. Et faire attention à favoriser des relations horizontales plus en accord avec un idéal d'égalité entre les bénévoles jeunes comme plus expérimenté.e.s afin que chacun se sente légitime face aux autres.
- 9 Rassurer sur le droit à l'erreur**
Si l'on se trompe, on peut toujours rebondir. C'est pour ça, qu'il faut être vigilant.e sur le projet de loi de l'article 8 confortant le respect des principes de la République, qui renforcerait la responsabilité pénale des dirigeant.es associatif.ves en cas d'actions de ses militant.es. Cela voudrait dire que, l'on pourrait faire porter la responsabilité pénale des actes d'un.e militant.e sur un.e dirigeant.e associatif.ve.

Le Cnajep est très défavorable à ce projet car il ne pousse pas les bénévoles à prendre des responsabilités au sein d'une association par peur de se retrouver dans une situation embarrassante où il ou elle serait accusé.e des actes d'un.e autre bénévole.



LES PROPOSITIONS POLITIQUES DES JEUNES DU FESTIVAL PROVOX



Les jeunes du festival Provox font le constat que :

→ *Dans les organisations de jeunesse, les jeunes :*

- ne sont pas toujours perçus comme étant légitimes à faire partie des espaces décisionnels
- ne se sentent pas concernés par ces espaces de responsabilités
- ont des problématiques qui leur sont propres (précarité économique, manque de temps, mobilité géographique) qui ne favorisent pas toujours la prise de responsabilité
- sont peu représentés dans les espaces décisionnels des associations

→ *Les instances et leurs représentants*

- organisent difficilement le transfert de savoir et remettent peu en cause la technicité des instances
- Les élus associatifs ont tendance à rester en place d'un mandat à l'autre

→ *Qu'il existe déjà un certain nombre d'initiatives intéressantes :*

- des espaces de participation dédiés aux jeunes (conseil de jeunes, espaces jeunes, ..)
- Inscription dans les statuts de certaines associations de la nécessité de travailler à la participation des jeunes ou de quotas minimum de moins de 30 ans
- le renouvellement obligatoire des mandats
- la mise en place d'élection sans candidats ou le tirage au sort partiel

→ *Il existe un vrai manque :*

- D'information, d'accessibilité et d'accompagnement des projets de jeunes
- De formation sur comment mettre en place ces projets
- De place dans le rythme et les programmes scolaires qui ne favorisent pas l'engagement citoyen et une méconnaissance et des enseignants et de la vie scolaire des possibilités offertes par le contexte associatif



→ Il est nécessaire d'accompagner les jeunes mineurs vers l'engagement et que des choses déjà intéressantes existent en ce sens :

- les associations d'accompagnement de mineurs à la création, au montage de système de gestion d'associations à partir de 11 ans et à la prise de responsabilité
- des délégué.es à la vie citoyenne, des espaces comme les CDI ou les personnes ressources comme les documentalistes au sein des établissements de l'éducation nationale
- les maisons de jeunes



Et proposent de

1 Les organisations de jeunesse s'organisent pour véritablement faire la place aux jeunes dans leurs instances décisionnels en expérimentant :

- 1.1 La déconstruction des mandats honorifiques et des instances décisionnelles pour assouplir les processus d'engagement, instaurer plus de dialogue intergénérationnel et de convivialité
- 1.2 Des systèmes de compagnonnage et de binômes « ancien / arrivant » pour favoriser le transferts de savoirs
- 1.3 L'ouverture d'espaces non-mixte entre jeunes pour permettre l'ouverture de la parole et pour favoriser la transition vers les instances de décisions
- 1.4 L'aller vers et la remise en cause ou la réflexion sur les modèles en place pour ne pas simplement faire le constat d'un manque d'engagement des jeunes dans les instances

2 les financements européens et nationaux incitent fortement à plus d'obligation de parité jeune dans les instances décisionnaire et permettent de financer des expérimentation vers :

- 2.2 Avoir 1/3 de jeunes dans ses organes décisionnels
- 2.3 Former l'ensemble des administrateurs à favoriser l'inclusion des jeunes et de tous et toutes dans les instances
- 2.4 Avoir une vraie stratégie de communication et de transparence dans la vie des instances
- 2.5 Pour les associations de plus de 30 adhérents : avoir un renouvellement partiel tous les deux ans de mandats renouvelables seulement une fois.

3 Instituer des systèmes actifs d'information à la création d'associations de mineur.es

- 3.1 Favoriser les temps d'éducation à part entière sur la citoyenneté animés par des associations et des jeunes engagés en milieu scolaire
- 3.2 Renforcer la légitimité des juniors associations et la reconnaissance de la possibilité pour les jeunes mineurs de s'organiser en association
- 3.3 Mettre en place des délégués citoyens dans le parcours scolaire sur des thématiques qui interpellent les jeunes (éco-citoyenneté, féminismes,...)

UNE ACTIVITÉ POUR SE LANCER



ACTIVITÉ 2



Temps :
1h40

Le jeu de rôle pour faire bouger les situations

Les participants piochent un scénario pour en faire un jeu de rôle où ils doivent se mettre à la place de différentes personnes.

Ils travaillent par **groupe de 5 pendant 15 minutes** (tout le monde n'est pas obligé de jouer cela permet de donner une place qui met à l'aise

chaque personne du groupe) et présentent la scène aux autres qui peuvent intervenir pour en changer l'issue - 5 minutes de jeux et 15 minutes d'échanges soit sous forme de discussion soit les participants peuvent se proposer de remplacer un personnage pour rejouer la scène différemment pour débloquer les situations.

Scénario 1

Je suis jeune et nouvellement élu.e au sein d'un conseil d'administration d'une grosse association qui vient d'obliger la participation d'au moins deux jeunes de moins de 30 ans dans son conseil d'administration - je n'ai pas particulièrement été formé mais j'ai un parcours de militant.e au sein de la structure - je suis majoritairement entouré.e d'adultes de plus de 40 ans qui ont souvent des mandats d'élu.e.s depuis plus longtemps, tou.t.e.s sont plutôt accueillant.e.s mais ne prennent pas non plus le temps d'explicitier ce qui se passe. On vote le budget de la structure. Et j'ose poser une question sur un enjeux que je n'ai pas compris, lorsque l'un.e des élu.e.s me glisse une remarque désagréable à demi-mot sur la perte de temps que je représente et sur l'absurdité de donner des places de fait à des moins de 30 ans.

Scénario 2

J'ai moins de 18 ans et je souhaite avec des ami.e.s monter une association. Je m'adresse à une prof qui m'explique que monter une association ce n'est pas une blague, que c'est un sujet important qu'il ne faut pas se tromper et que cela implique des responsabilités administratives et collectives qui ne sont pas faciles et que alors que l'on n'est pas majeur.e c'est quand même compliqué et qu'elle n'est même pas sûre que ce soit légal.

Scénario 3

Lors d'une réunion du bureau ou du CA d'une organisation. Un débat est lancé sur la place des jeunes dans l'organisation : il faut choisir entre ouvrir un espace dédié et spécifique aux jeunes où intégrer des jeunes de fait dans le conseil d'administration. Je suis plutôt pour la deuxième solution mais beaucoup sont pour la première.

Scénario 4

Je participe à un projet local d'une association pour aider les jeunes. Après plusieurs mois de mise en œuvre du projet, j'interpelle l'équipe sur les problèmes rencontrés et propose des idées pour améliorer le projet pendant un temps d'évaluation. L'équipe projet écoute attentivement et de façon bienveillante en me rappelant les engagements du projet mais le projet est déjà écrit, déposé et pensé par la structure et le cadre n'est pas modifiable.

Thématique 6

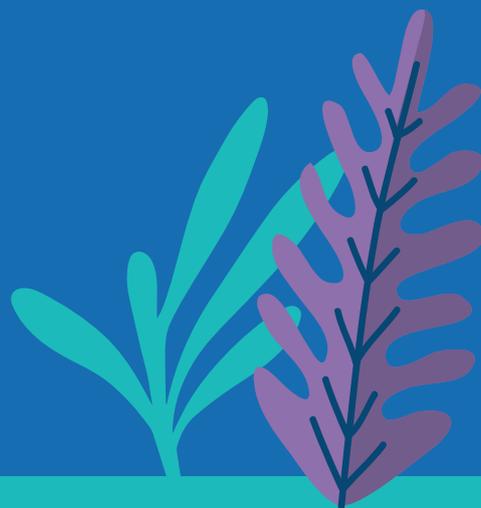
Être jeune en politique :
est-ce vraiment possible ?





En France, pour être élu.e au Sénat il faut avoir plus de 24 ans, l'âge moyen des élu.es municipaux ayant moins de 40 ans est passé de 12,16 % en 1983 à seulement 3,80 % en 2014... En parallèle de ce phénomène, les recherches indiquent que **les jeunes ont une confiance de plus en plus faible dans les partis politiques et les instances élues**, ce qui peut entraîner également une envie toute relative de participer aux rendez-vous politiques traditionnels : comme le vote.

Si le parcours électoral est une longue route pour de jeunes candidat.e.s, l'élection à un mandat, n'en est pas la fin. Au contraire, une fois que l'on est élu.e, se pose une série de questions, comment ne pas être la caution jeunesse, quel portefeuille réserve-t-on aux jeunes, **comment se faire entendre dans des mondes où l'âge fait souvent office de légitimité**, mais aussi **reste-t-on jeune aux yeux des jeunes** lorsque l'on est entré dans le système politique ?





1

DES PISTES DE RÉFLEXIONS

A. Les anecdotes révélatrices : Ca ressemble à quoi la vie d'un jeune en politique ?



*Sophie Caillaud,
plus jeune tête de
liste aux élections
européennes de
2019 avec Allons
enfants*



*Hugo Biolley,
maire de son
village, Vinzieux
en Ardèche,
élu à 18 ans*



*Louis-Simon
Boileau, directeur
de cabinet de la
députée Paula
Forteza*

Moins de moyens, plus d'efforts et de « débrouillardise », une plus grande capacité d'adaptation ?

Les bulletins de vote sont à charge des listes et des candidats - ils sont remboursés après mais seulement en cas de « bon score ». La très jeune équipe de campagne a dû commander les bulletins elle-même chez un imprimeur en Italie pour avoir des coûts plus bas et se les faire livrer. Une livraison en retard, une palette de bulletin inutilisable mais surtout un délai légal dépassé pour la prise en charge par l'état de la livraison des bulletins dans les bureaux de vote. L'équipe a dû louer un utilitaire de 9 M² pour livrer elle-même dans les 20 mairies d'arrondissement ses bulletins de vote !

« On veut l'ascenseur pas l'escalier »

Dans un grand parti politique, des jeunes militants essaient de créer des courants générationnels pour chatouiller les chefs à plume. Reçus par l'un d'eux, ils présentent leur programme pour

faire monter la jeunesse en responsabilité dans le parti. Et se voit répondre, que en politique il faut savoir monter les marches de l'escalier. Il y a toujours ce côté en politique, il faut attendre son tour, passer les étapes comme un bizutage ou un rite initiatique difficilement contournable.

Un premier jour en politique : commencer à prendre les dossiers en main et faire le ménage !

Plutôt une anecdote sur les premiers jours dans une mairie en tant que jeune Maire. On arrive, on prend les clefs de la Mairie et on voit des dossiers qui traînent sur le bureau. Et puis, on ouvre son premier dossier et la manque de chance c'est un dossier d'urbanisme sur la table, il y a des plans, des documents administratifs et je n'y comprends rien du tout. J'ai mis plus de deux heures à comprendre et traiter le dossier. C'est là qu'on se dit qu'on y est et que comprendre un permis de construire c'est aussi ça être en fonction. Mais en fait c'est normal, aujourd'hui les dossiers d'urbanisme, je ne mets plus deux heures à les traiter.

Être une jeune femme en politique : confusion des genres

En tant qu'attaché parlementaire d'une jeune députée – plus jeune présidente d'un groupe parlementaire de l'histoire de la 5^{ème} République – souvent, lorsque je l'accompagne dans des rendez-vous professionnels, intuitivement les personnes s'adressent à moi...

« On ne parle pas du tout le même langage en fait ! »

Dans le cadre des élections régionales de cette année, en comité de pilotage avec Allons Enfants, on met en avant la nécessité d'avoir des jeunes dans des places éligibles qui puissent être entendus, écoutés et élus au conseil régional. Très rassurant, on me répond mais t'inquiète



« On veut
l'ascenseur
pas l'escalier »

pas, on a untel qui a 33 ans, untelle qui a un peu plus de 31 ans, c'est nickel ! A la fin de la réunion, j'ai regardé toutes les politiques de jeunesse menées en France, elles s'adressent au 18/30 ans et pas beaucoup plus haut Et là, je me suis dit, on ne parle pas le même langage, il y a un problème.

B. Quels sont les obstacles lorsque l'on est jeune en politique ? Comment les dépasser ?

Pour se lancer, il faut prendre la légitimité que l'on ne nous accorde pas toujours

Sophie : Les obstacles que l'on se pose nous-même, ce sont premiers à passer. On peut facilement ne pas se sentir assez légitime, pas assez crédible, pas assez vieux, trop jeune.

Pour se lancer en politique, c'est tous ces ressentis qu'il faut faire tomber. Il faut oser rêver, il faut oser s'affirmer, s'engager. Ce sont des obstacles sur lesquels on a la main, ce sont ceux sur lesquels l'on a le plus de marge de manœuvre.

En tant que jeunes, c'est compliqué de financer une campagne

Il y a les obstacles que l'on nous met de manière plutôt inconsciente dû à comment le système politique français est fait aujourd'hui. Le problème financier est central, lorsque l'on est une petite structure qui a peu de moyens, c'est très compliqué car l'on doit répondre à des obligations légales coûteuses comme avoir un commissaire aux comptes. De plus, toute la campagne est aux frais du parti et elle n'est pas remboursée si le score que l'on fait n'est pas assez important.

Décrédibilisation par une infantilisation non-volontaire

Lorsque je tractais pour les législatives en 2017, j'avais 21 ans et je me présentais dans le 16^{ème}

arrondissement de Paris, une circonscription pas très jeune. Je donne le tract à une dame qui dit qu'elle ne comprend pas qui est le candidat. Je lui réponds que c'est une candidate et que c'est moi. Et là, elle a littéralement explosé de rire. Pas méchamment mais c'était presque pire. « Vous êtes si mignonne, vous êtes majeure ? Mais c'est adorable ! C'est adorable, continuez ! » Donc le problème ici, c'est le regard de l'autre. Il faut montrer que notre engagement n'a rien de comique mais que c'est juste bien qu'on soit là.

L'obstacle de la méfiance

Hugo : Avant d'être élu, j'ai fait deux réunions publiques très tôt (début novembre 2019 pour mars 2020) car je me doutais qu'il fallait que je fasse mes preuves, sûrement plus qu'un autre.

C'est un obstacle réel, cette méfiance-là. J'ai présenté notre programme en faisant l'effort de ne pas prendre de notes pour montrer que j'avais des capacités et après tout ce laborieux travail, j'ai eu uniquement des questions sur mon âge, sur ce que je faisais comme études, comment est-ce que j'allais pouvoir lier études et mandats ? D'ailleurs, ces questions sur comment lier un mandat avec mes études sont des questions qu'on me pose systématiquement. La première question qu'on me pose c'est : « Et comment tu fais avec tes études ? »



« Pour participer à une réunion politique, les anciens font appels à des années d'histoire, de socialisation qui forment un langage propre au monde politique qui est complètement étranger aux jeunes. »

Trouver des allié.e.s de confiance

Lorsqu'il y a des moments, où l'on ne se sent pas bien, il faut avoir recours à son réseau, à des personnes de confiance. Ces personnes nous tirent vers le haut lorsque ça ne va pas bien. De mon côté, c'est grâce à elles que je suis allé jusqu'au bout. C'est grâce à ces personnes sur qui j'ai pu m'appuyer que j'ai pu oser faire ma place et oser donner mon point de vue.

Un langage construit sur un passé inconnu par les jeunes

Louis-Simon : Entrer en politique, c'est le plus compliqué. Pour participer à une réunion politique, les anciens font appels à des années d'histoire, de socialisation qui forment un langage propre au monde politique qui est complètement étranger aux jeunes. Le fait de se sentir entièrement décalé par rapport à la discussion ne donne absolument pas envie de revenir. Les jeunes n'ont pas les bons mots, les bonnes références. Pour y remédier, il faut faire l'éponge pour absorber tout un ensemble de contraintes que les autres leur imposent.

Les vieux partis n'acceptent pas le nombre

Pour les vieux partis, la politique, c'est la rareté des ressources et des postes. Dans cette vision, cela nécessite une sélection du personnel politique. Les vieux partis ne sont pas intéressés à faire adhérer le plus de militant.e.s possibles, ils ne cherchent pas non plus à former et à rendre indépendantes de nouvelles personnes. Leurs intérêts ne sont pas compatibles avec l'accompagnement de jeunes militant.e.s.

Des partis jeunes plutôt que des jeunes dans des partis

Marwan : Allons Enfants est un parti doté d'une ambition majeure : celle de réconcilier les jeunes avec la politique. Il entend lutter contre l'auto-censure des jeunes, des citoyennes et citoyens qui ne ressentent pas la légitimité de s'engager. À contre-courant des luttes partisans, le parti s'inscrit au sein de cinq combats idéologiques : la jeunesse, l'Europe, l'environnement, l'inclusion et l'innovation.

Allons enfants se pose comme une alternative aux vieux partis dans lesquels la jeunesse ne se reconnaît pas. Il faudrait mettre en avant des jeunes qui n'ont pas de mandat qui viennent de la société civile, des associations ou des corps intermédiaires. Les partis devraient tous avoir un directeur ou une directrice des ressources humaines qui serait formé.e et qui aurait les compétences pour accompagner le processus de participation dans un parti pour faire monter les militant.e.s en compétences.



C. Est-ce que le manque de modèles jeunes empêche les jeunes de se sentir concernés par le vote et d'avoir l'idée de se présenter ?

Sophie : Moins il y a de jeunes en politique, moins les jeunes auront l'idée de se présenter. Il y a besoin de modèles ou de symboles pour sensibiliser et donner envie de prendre part à toute chose. **Si les politiques publiques étaient mises en place par des jeunes alors elles parleraient plus aux jeunes.** Si on arrive à rendre la politique non plus comme un domaine réservé et contrôlé par des non-jeunes alors la politique deviendra aussi une affaire de jeunes, les jeunes se sentiront concernés.

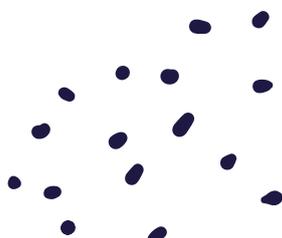
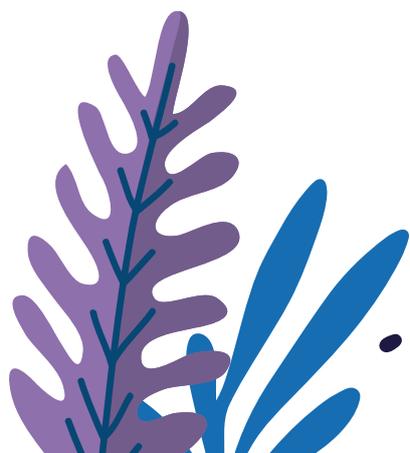
Les 18/30 ans représentent 14% de la population mais représentent moins d'1% des élu.e.s. Il y a un écart énorme entre la part des jeunes dans la population française et leur représentation en politique, il y a un problème.

Après, ce n'est pas parce qu'on est jeune qu'on doit s'occuper uniquement des jeunes, on doit parler à tout le monde.

Hugo : Les institutions politiques ne sont pas attirantes pour les jeunes. Tout d'abord parce que ça permet à peu de jeunes de s'engager. Deuxièmement, **les jeunes ont du mal à se projeter et à se sentir entendus par les institutions.** Les institutions devraient écouter attentivement les jeunes et les faire entrer dans les processus de délibération en les concertant. Si on se sent écouté, si on voit qu'on peut avoir du poids, un impact alors on aura envie de s'engager. Les jeunes restent préoccupés par les questions de société, 40% des jeunes sont dans des associations.

« Si on arrive à rendre la politique non plus comme un domaine réservé et contrôlé par des non-jeunes alors la politique deviendra aussi une affaire de jeunes, les jeunes se sentiront concernés. »

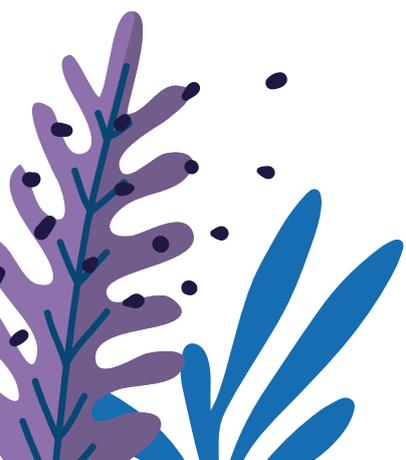
Louis-simon : Il faudrait faciliter l'accès aux candidatures (en remboursant les partis de leurs dépenses). **Tout ce qui est bon pour les jeunes en politique sera bon pour tout le monde finalement.** Abaisser le vote à 16 ans, c'est bon pour les parents. Ils vont voir leur adolescent se responsabiliser, s'intéresser et s'investir d'une façon ou d'une autre dans une cause.





Pourquoi s'engager malgré toutes ces difficultés ?

- Pour, après de nombreux efforts, **s'enrichir humainement, intellectuellement et personnellement**. Si on a des idées et qu'on a envie qu'elles prennent forme, alors il faut se battre pour elles et si l'on est sincère, des changements se feront. Vous aurez réussi à faire un peu bouger les choses.
- **Se sentir utile pour les autres**. Parce qu'on n'est pas seule, plein de personnes sont là pour nous soutenir ou nous accompagner dans les choses qui nous sont étrangères. C'est passionnant, on apprend énormément sur nous-même et sur les autres.
- C'est valorisant pour soi de représenter des gens.
- **La légitimité ne se fait pas sur le diplôme** mais sur l'empathie que vous pouvez avoir pour les gens autour de vous, par la compréhension des gens qui sont autour de vous et par votre volonté de vouloir changer ce qu'il y a autour de vous. Cela relève d'une certaine intelligence émotionnelle.
- Pour apporter un nouveau souffle à une politique qui commence à en manquer.



LES PROPOSITIONS POLITIQUES DES JEUNES DU FESTIVAL PROVOX



*La lettre ouverte
des jeunes de
provox :*



Destinataire :

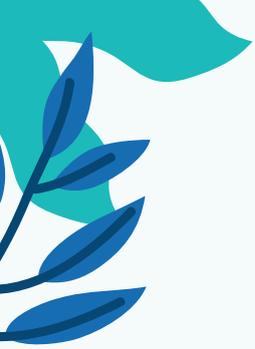
Nous jeunes, présents au festival Provox 2021, venant d'horizons et d'associations différentes, provenant de toute la France, hexagone et Outre-mer, déclarons :

A l'heure où les élections départementales et régionales ont enregistré une abstention massive et plus particulièrement chez les jeunes, nous pourrions vite conclure que les jeunes ne s'intéressent plus à la politique. Mais ne serait-ce pas plutôt la politique qui est décrédibilisée aujourd'hui ?

Le constat que nous faisons est que les jeunes sont très peu représentés dans le personnel politique alors qu'ils sont nombreux dans la société et qu'ils sont à la fois le présent et l'avenir. Par exemple, les problèmes liés au climat sont constamment repoussés à demain, autant dire à nous. La classe politique semble aujourd'hui déconnectée et peu à l'écoute vis-à-vis de la jeunesse. Pour autant les jeunes ont une réelle envie de changer les choses : ils sont de plus en plus engagés dans des associations, portent des propositions et ont une réelle connaissance des problématiques actuelles. La politique construit une barrière au fur et à mesure que nous avançons vers elle : nous sommes entendus mais pas réellement écoutés.

En politique, les jeunes ne sont pas pris au sérieux. De par leur âge on suppose qu'ils n'ont pas les connaissances, qu'ils ne sont pas capables de parler ou de penser par eux-mêmes. Si nous sommes souvent mis en avant pendant les campagnes électorales, jamais il ne nous est donné des places de pouvoir ou alors toujours concernant les questions de jeunesse et pas d'urbanisme, d'économie... Les organisations politiques vues de l'extérieur paraissent vite compliquées et inaccessibles et quand on est jeune on ne sait pas par quelle porte entrer. Les mouvements de jeunesse des partis politiques facilitent l'engagement mais sont aussi vite mis de côté.

Aussi quand on est jeune, bien que voulant s'engager politiquement, cela reste difficile. S'engager prend du temps, il faut se sentir légitime et prêt à s'exposer au jugement des autres et aux conséquences personnelles et professionnelles de porter ses idées. Être candidat et faire campagne demande des moyens financiers, ce qui manque aux jeunes.



*Partant de ces constats
nous proposons :*



MA TRÈS CHÈRE DÉMOCRATIE : LEVER LES BARRIÈRES FINANCIÈRES À L'ENGAGEMENT DES JEUNES EN POLITIQUE

Notre constitution garantit à tout.e citoyen.ne le droit de voter et de se présenter aux élections dès 18 ans. Or, les moins de trente ans représentent environ 30 % de la population, mais ils sont moins de 0,3 % d'élus. Nous pensons que cette sous-représentation, qui pose un problème démocratique, est aussi dû à la question du financement des campagnes électorales. Aujourd'hui beaucoup de jeunes ne se présentent pas faute de moyens pécuniers. À titre d'exemple, une campagne législative coute vite plusieurs milliers d'euros ; un ticket bien souvent hors d'atteinte pour des jeunes exclus des modes de financements classiques que sont les investitures partisans et les prêts bancaires.

Or, nous savons que nous avons cruellement besoins de leur présence en politique pour combattre la défiance et l'abstention des jeunes. La classe politique ne doit pas devenir une discothèque où le ticket d'entrée n'est à la portée que des habitués.es. Ainsi, l'État doit se porter garant de la démocratie à travers un soutien financier apporté aux candidats de moins de trente ans.

Nous demandons qu'une aide au financement des campagnes électorales soit mise en place sur critère d'âge. Ce dispositif pourrait être un financement mixte inspiré du modèle de financement des œuvres culturelles. Le candidat serait accompagné financièrement par l'Etat à hauteur de 50 % de l'avance nécessaire à sa candidature ; soit au moyen d'un Prêt garanti par l'Etat, soit d'un prêt à taux zéro, soit par un financement ad hoc. **Ainsi, nous proposons de financer ce dispositif grâce aux amendes dues par les partis politiques au titre du non-respect de la loi sur la parité.**

La discrimination par l'argent ne doit pas être la règle dans une démocratie moderne. Les jeunes, qui sont aujourd'hui les plus précaires, sont les premières victimes de ce système. Un soutien financier est donc nécessaire pour faciliter la présentation de candidats jeunes aux différentes élections et ainsi lutter contre la défiance qui se crée entre les jeunes et la classe politique par manque de représentation.



DÉVELOPPER ET SOUTENIR L'ÉDUCATION À LA PARTICIPATION CITOYENNE ACTIVE

Des outils qui existent déjà mais qui ne sont pas démocratisés

Il existe aujourd'hui des outils créés pour former les jeunes à la participation citoyenne. La valorisation de ces outils et des engagements de chacun passe notamment par les élus. Ils sont d'une grande importance pour redonner confiance en la vie politique et son actualité. Ils ont ainsi le pouvoir de montrer l'existant. Ils peuvent faire connaître au grand public des moyens de formation à la participation citoyenne pour que tous puissent en profiter. Être jeune en politique signifie pouvoir, pour un jeune et quel que soit son milieu d'origine, s'engager de manière égale.



L'EMC : un enseignement à réformer

Les jeunes ne peuvent s'engager en politique sans se sentir légitimes et avoir été formés à la citoyenneté. L'engagement s'apprend et se pense, et ceci dès le plus jeune âge. L'école, censée permettre l'éducation à la citoyenneté par les cours d'Education Morale et Civique ne satisfait malheureusement pas complètement cet objectif.

Il est indispensable de remettre l'éducation à la participation citoyenne au centre du projet éducatif. Celui-ci doit être **coconstruit et inventé avec les structures de l'éducation populaire.** Un minimum d'une heure par semaine est nécessaire, et celle-ci doit être entièrement dédiée à la formation. Ensuite, l'apprentissage de l'histoire de la citoyenneté doit être complémentaire à un travail concret sur les modalités de la participation citoyenne active. Il faudrait être formé à prendre sa part dans le projet collectif de manière éclairée. Pour cela, nous proposons d'allier l'éducation nationale à l'éducation populaire et la société civile. L'éducation populaire permettra de rendre cet enseignement ludique et de créer des rencontres avec des personnes spécialisées dans la formation à la participation citoyenne. Cette matière ne doit pas contenir un seul contenu théorique mais elle doit rapprocher les élèves des institutions dans lesquels ils ont vocation à participer.

Si l'EMC est une variable d'ajustement, ne nous étonnons pas qu'elle devienne le terreau de l'abstention, de la déconnexion et du désintérêt politiques.

Cibler plus de jeunes

Pour être d'autant plus efficaces, il faut étendre cette formation au-delà de l'enseignement scolaire et obligatoire. Malgré la nécessité de former les élèves au cours de leur scolarité, cette formation ne doit pas s'arrêter. Nous pourrions nous adresser aux structures compétentes dans l'accompagnement des jeunes sortis des parcours scolaires comme les Maisons de la Jeunesse et de la culture ainsi qu'aux missions locales pour cibler les jeunes exclus et sortis du système éducatif. Le rôle des collectivités est aussi d'éclairer les jeunes citoyens et faire connaître leurs compétences. **Nous voulons développer et soutenir des lieux d'échange, de rencontres avec les élus, et de formation citoyenne en dehors de l'école.**

Pour conclure, la loi égalité et citoyenneté de 2017 instaure diverses propositions dont le dialogue structuré qui doit permettre aux jeunes d'échanger avec les décideur-ses des différentes collectivités territoriales.

Cette mesure marque une avancée importante sur la place des jeunes sur la scène politique et plus largement dans la société, elle doit maintenant être déployé sur le territoire. **Mais les jeunes ne doivent plus être des outils et être instrumentalisés. Ils doivent pleinement prendre part à la parole publique et être entendu.** Notre parole doit être prise en considération et doit se traduire par des actes.

*Ainsi nous vous répétons, mesdames,
messieurs les décideur-ses qu'il faut :*



- Apporter un soutien financier à tou-tes les jeunes de moins de 30 ans qui souhaitent se présenter aux élections
- Développer et soutenir l'éducation à la citoyenneté active

CE QU'EN DIT LA RÉOLUTION EUROPÉENNE DU CYCLE



Participation aux élections et représentation dans les organes élus

- A** Encourager les États membres à mettre en place un processus de vote symbolique à l'échelle de l'UE pour les élections au Parlement européen pour les groupes d'âge qui ne sont pas encore autorisés à voter, en coopération avec les centres locaux de jeunesse et les conseils nationaux de la jeunesse, afin d'encourager les jeunes qui n'ont pas encore l'âge légal pour voter à prendre une part active dans les processus de décision politique et de renforcer ainsi une culture de reconnaissance de l'opinion des jeunes en politique.
- B** Nous recommandons à la Commission européenne et aux États membres de développer des stratégies pour soutenir les jeunes qui souhaitent se présenter à un mandat au niveau local, national et européen, en développant une plateforme commune conviviale au niveau européen pour les jeunes qui envisagent de se présenter aux élections, et en fournissant du matériel pour développer des structures similaires pour les élections nationales.
- C** Nous recommandons aux États membres de fournir une éducation à la citoyenneté de qualité dans les écoles pour tous les jeunes dans chaque État membre, et d'adopter un cadre européen commun, afin de rendre les jeunes confiants dans leur capacité à participer à la vie politique de manière significative et représentative.
- D** Nous recommandons à la Commission européenne et aux États membres de renforcer la crédibilité des institutions politiques et de les encourager à fonder leurs actions sur des faits scientifiques dans le but de bénéficier à l'ensemble de la société, afin d'éviter la désillusion des jeunes vis-à-vis de la prise de décision et de la politique.

UNE ACTIVITÉ POUR SE LANCER

ACTIVITÉ 1

Le jeu des anecdotes

Chacun se place en rond et raconte une anecdote qui l'a marqué sur son rapport au politique en général positif ou négatif !

Si vous craignez que cela ne prenne pas vous pouvez faire des cartes avec les anecdotes du

webinaire et demander à chacun si cela l'interpelle et ce que cela évoque chez chacun pour amorcer le débat.

Temps :
20 à
40 minutes

ACTIVITÉ 2

Donner des outils en vivant des situation précises

Objectif : vivre des séquences précises sur les injustices / obstacles / rencontrés par les jeunes en politique.

Déroulée : 3 Ou 4 situations à piocher avec 4 groupes de 4 personnes - chaque groupe à 15 minutes pour préparer et faire vivre la scène aux groupes.

Puis on peut jouer les scènes de 2 ou 3 minutes et en débattre 15 minutes ou essayer de faire intervenir le public pour changer la situation en fonction du degré d'inhibition du public

1 Situation 1 : J'ai 18 ans, je me présente aux élections de mon village. Je me suis préparé pour une réunion publique sur mon programme pour le village. Après avoir décliné mon programme pendant une demi-heure/ une heure de façon thématique dans une réunion publique, après tout ce laborieux travail, je n'ai eu que des questions sur mon âge, ce que je faisais comme étude et comme j'allais pouvoir gérer les deux de front. Que faites-vous ?

2 Situation 2 : Vous êtes jeune et vous êtes une femme et vous êtes députée. En tant que plus jeune présidente d'un groupe parlementaire de l'histoire de la 5^{ème} République - souvent, lorsque votre attaché parlementaire vous accompagne (un homme d'une trentaine d'année aussi) à des rendez-vous professionnels, intuitivement les personnes s'adressent à lui. Que faites-vous ?

3 Situation 3 : Premier jour de mandat. Vous ouvrez votre premier dossier et là manque de chance c'est un dossier d'urbanisme sur la table, il y a des plans, des documents administratifs et vous n'y comprenez rien du tout. Que faites-vous ?

4 Situation 4 : vous venez d'adhérer à un parti vous intégrer une commission sur un sujet qu vous intéresse beaucoup : les questions de parité. Tout le monde se connaît déjà, la plupart des militants sont plus âgés que vous, ils parlent beaucoup, font allusions à des histoires que vous ne connaissez pas et surtout souvent vous ne comprenez ni les références politiques ni le vocabulaire qu'ils utilisent. Que faites-vous ?

Temps :
1h30-2h



Ce Manuel est issu des travaux porté dans le cadre de la dynamique Provox entre juin 2020 et décembre 2021. Les réflexions portées au niveau national ont permis de contribuer Au dialogue des jeunes avec l'Europe.



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Ce projet a été financé avec le soutien de la commission européenne. Cette publication n'engage que son auteure et la commission n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues.



Ce projet a a été financé par le Ministère de l'Education Nationale, de la jeunesse et des ports. Si celui-ci a été impliqué dans l'ensemble de la dynamique Provox, le document présent ne reflète pas une position officielle de celui-ci.

Le présent document contient des extraits ou des mentions de textes législatifs européens. Nous vous rappelons que seules les versions publiées dans les journaux officiels français et européens font foi.